

**LE BULLETIN**

Société d'histoire  
Rosemont-Petite-Patrie



VOLUME 21, NUMÉRO 2

DÉCEMBRE 2023

## **Il était une fois un aréna et autres histoires rosemontoises**



DANS CE NUMÉRO

DAME GEORGIANA LÉPINE, PROPRIÉTAIRE FONCIÈRE  
LE CENTRE PAUL-SAUVÉ, 1960-1992  
LE HOCKEY JUNIOR MAJEUR À ROSEMONT : LE NATIONAL  
ARCHIVES : FERNAND CORBEIL, IMPRIMEUR

# Merci à nos commanditaires 2023



**Restez à l'affût  
des nouvelles et  
de l'engagement  
de votre caisse!**



Suivez-nous  
sur notre page



DEPUIS 1912  
DU MAGASIN GÉNÉRAL D'OCTAVE  
À RONA BÉLANGER

**RONA**  
2918, rue Mission, Montréal | 514-374-2121 | ronabelanger.com

**Les meilleures histoires**  
commencent à la Librairie Paulines

« L'ART DE DÉNICHER  
LE BON LIVRE.  
EN LIBRAIRIE | EN LIGNE



Fier de supporter la  
Société d'histoire Rosemont-Petite-Patrie.  
sda-angus.com

**ANGUS**

Pour des nouvelles  
de votre quartier  
riche en histoires

Abonnez-vous  
à l'infolettre

montreal.ca/rpp

Rosemont  
La Petite-Patrie  
Montréal

NPD  
**ALEXANDRE BOULERICE**  
Député de Rosemont-La Petite-Patrie  
Chef adjoint du NPD



alexandre.boulerice@parl.gc.ca  
514-729-5342  
boulerice.org

ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC

**VINCENT MARISSAL**  
DÉPUTÉ DE ROSEMONT



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC  
114, 900, 9000 | www.assemblee-nationale.qc.ca

ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC

**GABRIEL NADEAU-DUBOIS**  
Député de Gouin



514 864-6133

PROMENADE  
**MASON**  
Le Cœur de Rosemont



Provigo  
Marc Bougie  
1005 Beaubien/ARI  
514-729-2403

## Dans ce numéro



Il était une fois un aréna... le centre Paul-Sauvé, en l'occurrence. Mais ce n'est pas tout : dans ce numéro on discute aussi de lots à bâtir au début du Vieux-Rosemont et d'un fonds d'archives de la Société d'histoire portant sur un imprimeur rosemontois.

On commence avec dame Georgiana Lépine, épouse contractuellement séparée de biens de M. Joseph Longpré, plâtrier. Guy Gaudreau décrit le parcours de petits investisseurs immobiliers qui forment un couple relativement modeste au début du XXe siècle. Georgiana n'est pas un cas unique parmi les femmes actives dans l'immobilier rosemontois.

Il y a un peu plus de trente ans – en 1992–1993 – le centre Paul-Sauvé est démoli, faute d'un plan de relance réaliste. Le stade de facture moderniste avait fonctionné pendant seulement trente-deux ans. Pourquoi? Louis Delagrave raconte le déclin lent, puis rapide, de cette installation.

Avant d'être considéré comme désuet, le centre Paul-Sauvé a même hébergé l'équipe de Rosemont de la Ligue de hockey junior majeur du Québec, le National de Rosemont. Alexis Vailles raconte sa courte histoire, peu victorieuse mais néanmoins passionnante.

Saviez-vous que la Société d'histoire Rosemont–Petite-Patrie héberge de nombreux fonds d'archives? On vous en présente un ici. Carla Bodo, nouvelle secrétaire du conseil d'administration, et Sylvette Pittet, archiviste de la Société, donnent un survol du fonds de l'imprimeur Fernand Corbeil, citoyen engagé dans son quartier.

Nous remercions nos généreux commanditaires qui assurent une large part du financement la Société

d'histoire. Vous trouverez leurs publicités à la page précédente.

Bonne lecture !



### Image ci-dessus

#### **Annonce d'un concert au centre Paul-Sauvé**

*Télé-Radiomonde, 24 juin 1967, p. 5*  
[BAnQ numérique]

### Photo de la page couverture

#### **Centre Paul-Sauvé 5000 places. Handball, basketball**

Comité Organisateur des  
Jeux olympiques de 1976 / Coll. ShRPP

### SOMMAIRE

- 4 **Dame Georgiana Lépine, épouse contractuellement séparée de biens de M. Joseph Longpré**  
par Guy Gaudreau
- 10 **Il y a 30 ans était démoli le Centre Paul-Sauvé**  
par Louis Delagrave
- 15 **LHJMQ : la très courte histoire du National de Rosemont**  
par Alexis Vailles
- 21 **Le parcours d'un imprimeur engagé :  
Fernand Corbeil et son héritage**  
par Carla Bodo et Sylvette Pittet



finalités. Certains, disposant d'un peu de liquidités, y voient des placements spéculatifs. D'autres, une manière de garantir des emplacements pour des activités futures. Il convient également à de petits entrepreneurs qui s'en servent pour eux-mêmes et peuvent à leur tour concéder à d'autres promettants des lots en leur possession.

### Les premiers achats

En 1897, Georgiana Lépine et le plâtrier Joseph Longpré signent un contrat de mariage en séparation de biens<sup>[6]</sup> qui ne révèle aucun patrimoine immobilier. « Les biens de l'épouse consistent actuellement en ses hardes, linge, bijoux plus en un fonds d'épicerie d'environ trois cents piastres... Le futur époux fait donation à la future épouse, ce acceptant, d'une rente, pension mensuelle viagère de vingt-cinq piastres »<sup>[7]</sup>. Il n'est pas exclu que cette rente viagère lui ait permis d'accumuler un petit capital qu'elle investira dans quelques transactions.

Lors du recensement de 1901, le couple loue un logement rue De La Roche, un peu au nord de l'avenue Mont-Royal. À 28 ans, Joseph y vit avec sa femme qui en a 27. Ayant touché un salaire à titre de plâtrier seulement pendant six mois, il déclare un modeste revenu annuel de 240\$<sup>[8]</sup>.

À une époque de forte croissance démographique, le boulot dans la construction ne manque pas. La ville de Montréal croît de 200 000 habitants entre 1901 et 1911<sup>[9]</sup>, nourrie notamment par une immigration européenne et par une migration des campagnes avoisinantes. Résidant toujours dans Le Plateau, Joseph achète, en 1904, à des fins spéculatives, un premier lot à bâtir dans le Vieux-Rosemont, le lot 172-577.

**Petite Côte**  
Rue 6e Avenue. Lot 172-577; terrain 25 x 78 vacant. The Rosemount Land & Improvement Co. à Joseph Longpré : \$175 [106916].

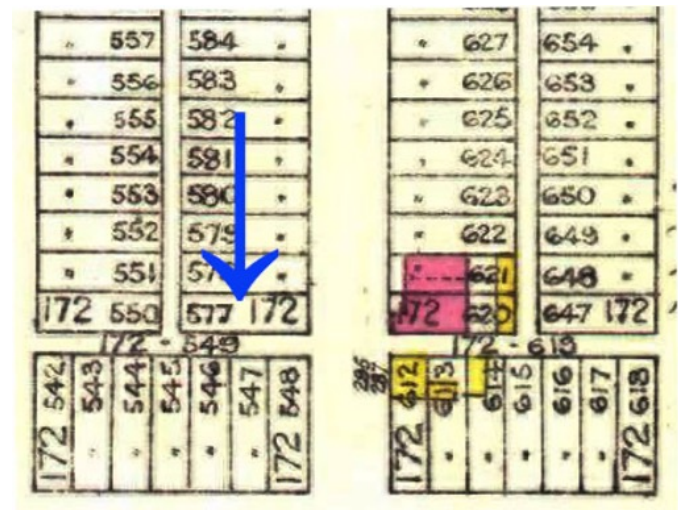
*Le Prix Courant, 27 mai 1904, p. 59*

Localisé sur la 6<sup>e</sup> Avenue près du boulevard Saint-Joseph, le lot se situe au coin d'une ruelle et est acquis pour la somme de 175\$ versée au propriétaire, la Rosemount Land & Improvement Co (dorénavant la RLI). Comme pour bien d'autres Montréalais, l'ouverture des ateliers Angus, le plus vaste complexe industriel au Canada<sup>[10]</sup>, lui fait espérer une hausse rapide des valeurs des terrains.

Officiellement, le prix du terrain demandé par la RLI est 175\$, mais l'enregistrement de la vente<sup>[11]</sup> révèle que le lot était en fait détenu, depuis l'année précédente<sup>[12]</sup>, par Raphael Dufresne, en vertu d'une promesse de

vente. Pour céder son droit de premier acheteur et sa promesse de vente, Dufresne obtient du couple un substantiel dédommagement. Rarement mentionné dans les enregistrements<sup>[13]</sup>, le dédommagement s'élève à 185\$<sup>[14]</sup> sans qu'on sache qui de Joseph ou de Georgiana l'a versé. La somme, supérieure à la valeur du terrain, explique pourquoi Dufresne s'était commis auprès de la RLI en mettant la main, dès 1903, non pas sur 1 mais sur 132 lots promis comme celui-ci<sup>[15]</sup>. Le promettant habituel se réserve 1 ou 2 lots, au maximum 3. Mais quelques-uns mettent la main sur une dizaine d'entre eux<sup>[16]</sup> et parmi ceux-ci, 5 individus recourent à ce mécanisme foncier pour réserver, dès 1903, près de 400 terrains et spéculer sur l'avenir du quartier.

Autrement dit, le faible coût initial exigé par la RLI pour chaque promesse aurait attiré des gens plus fortunés et pas seulement des ouvriers. Parmi ces gens qui en ont engrangé plusieurs dizaines, il faut faire une place à part au révérend Auguste Provost qui s'accapare de 73 lots situés à l'endroit même où seront construites l'église et l'école Sainte-Philomène. En fait, le révérend est l'un des 10 actionnaires de la RLI et c'est sans doute à ce titre qu'il a pu mettre de côté de nombreux lots au centre du Vieux-Rosemont dès 1903. Il cherche à assurer une place centrale à l'église catholique en concurrence avec d'autres confessions religieuses. Cela dit, le révérend s'efface rapidement de la scène pour céder ses droits fonciers à un entrepreneur, Pierre Desforges qui en prendra tout le crédit. À telle enseigne que son épouse Philomène sera à l'origine du nom initial de l'église.



Avec un peu de recul, il faut admettre que les Longpré, à l'inverse de Dufresne, ont fait ici une mauvaise affaire : ce secteur du quartier, en dépit de sa proximité avec les ateliers Angus, prendra beaucoup de temps à se développer. Dix ans plus tard, l'Atlas cadastral de Montréal de Goad<sup>[17]</sup> montre le voisinage du terrain, toujours non construit et où les habitations se font encore bien rares.

Probablement vers la fin de l'année 1904, Joseph achète une modeste maison sur un autre terrain de la

6<sup>e</sup> Avenue au sud de la rue Holt, soit le lot 1822. Le bâtiment, présent pour la première fois dans le rôle foncier de 1904<sup>[18]</sup>, appartenait à un certain A. Aubin. Formellement, Aubin n'en est pas le propriétaire puisqu'il fait office de promettant, ce qui n'en empêche pas la vente dans le cadre d'une convention sous seing privé, c'est-à-dire sans être inscrite dans le Registre foncier. Cette transaction, qui n'a laissé aucune trace écrite, est connue du fait que, l'année suivante, le rôle d'évaluation foncière de la municipalité identifie Joseph Longpré comme responsable de l'avis d'imposition<sup>[19]</sup>. On ignore le montant déboursé pour qu'il se substitue à Aubin afin d'en avoir le droit d'usage et d'assumer, auprès de la RLI, le rôle de promettant acquéreur.

| H O L T |      |      |      | S    |      |      |      | S    |      |      |      |
|---------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| 1178    | 1780 | 81   | 1184 | 1828 | 1830 | 31   | 1834 | 1878 | 1880 | 81   | 1884 |
| 58      | 57   | 56   | 55   | 08   | 07   | 06   | 05   | 58   | 57   | 56   | 55   |
| 54      | 53   | 52   | 51   | 1809 | 1810 | 1811 | 1812 | 1859 | 1860 | 1861 | 1862 |
| 76      | 75   | 74   | 73   | 25   | 24   | 23   | 22   | 73   | 74   | 75   | 76   |
| 1770    | 69   | 68   | 67   | 1820 | 1821 | 1822 | 1823 | 53   | 52   | 51   | 50   |
| 66      | 65   | 64   | 63   | 19   | 18   | 17   | 16   | 1870 | 1871 | 1872 | 1873 |
| 62      | 61   | 60   | 59   | 15   | 14   | 13   | 12   | 69   | 68   | 67   | 66   |
| 1744    | 1761 | 1762 | 1763 | 1794 | 1811 | 1812 | 1813 | 1844 | 1845 | 1846 | 1847 |

Plus intéressant encore : la transaction permet de louer temporairement la maison, car le rôle de 1905 identifie Henri Valiquette comme occupant les lieux. Premier locataire du couple, il y vit vraisemblablement avec sa famille puisque, selon le rôle, la maison compte 4 personnes.

Si la municipalité rosemontoise identifie les promettants acquéreurs comme responsables des impôts fonciers<sup>[20]</sup>, il en va tout autrement pour la métropole qui, au lendemain de l'annexion de Rosemont, reconnaît la RLI comme seule responsable de ces impôts pour tous les lots encore invendus selon le Registre foncier.

C'est pourquoi le rôle des valeurs locatives<sup>[21]</sup>, établi au début de l'été 1906, inscrit d'abord la RLI comme propriétaire et Joseph Longpré comme l'occupant des lieux. On peut en déduire que le couple y demeurerait déjà depuis quelques mois et qu'il n'avait pas attendu d'en devenir officiellement propriétaire, ce qui sera chose faite en décembre pour la somme de 175\$<sup>[22]</sup>. Voilà pourquoi l'évaluateur a biffé le nom de la RLI comme propriétaire pour inscrire celui de Longpré. Autre détail : il mentionne des travaux de construction en ajoutant, en marge, *unfinished* à la maison, évaluée à seulement 25\$, tandis qu'il estime le terrain à 120\$. Une

maison plus que modeste et dont l'adresse est, à l'époque, le 476, 6<sup>e</sup> Avenue.

L'année suivante, l'évaluateur indique encore des travaux<sup>[23]</sup>, haussant sa valeur à 380\$. Les Longpré habitent alors une shoebox dont une des caractéristiques est justement d'être souvent améliorée et agrandie. Une maison privée d'eau courante et de service d'égout<sup>[24]</sup> ce qui ne signifie pas pour autant que le couple soit dans une précarité économique. Non seulement ils possèdent un terrain plus au sud sur la 6<sup>e</sup> Avenue mais, depuis mars 1906, Georgiana, qui était restée dans l'ombre jusqu'à maintenant, est devenue créancière hypothécaire. En effet, elle prête 400\$ au journalier Alphonse Martin, nouveau propriétaire du lot 1008 qui vient d'y construire une modeste maison en bois<sup>[25]</sup>. Remboursable en 5 ans, le prêt commande un intérêt de 6% payable d'avance à chaque année. Comme l'indique l'enregistrement du prêt : « Pour sûreté du remboursement de la somme prêtée et du paiement des intérêts, frais et autres accessoires, le débiteur affecte et hypothèque l'immeuble ci-après décrit »<sup>[26]</sup>. Peut-être incapable de rembourser sa dette, Martin lui vend sa propriété du 426 9<sup>e</sup> Avenue en juin 1907<sup>[27]</sup>. Georgiana, après avoir déboursé 700\$, payés comptant, la loue ensuite à un teneur de livre des ateliers Angus<sup>[28]</sup> qui y demeurera quelques années avec sa famille<sup>[29]</sup>.

9ième avenue. Lot 172-1008, avec maison en bois; terrain, 25 x 78, supr. 1950. Alph. Martin à Georgianna Lépine, épouse de Jos. Longpré; \$700 (134248.)

*Le Prix Courant*, 22 juin 1907, p. 50

### Le tournant des années 1910

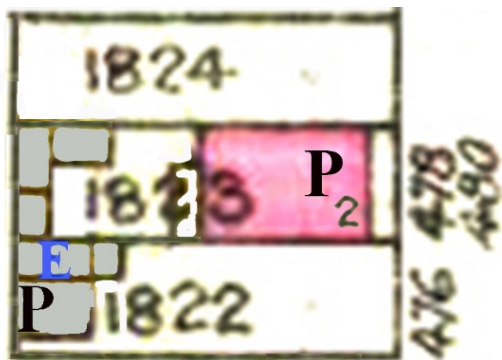
Il faut attendre le tournant des années 1910 pour que la situation foncière du couple se déploie à nouveau, comme s'ils avaient attendu la complétion des travaux d'égout et d'aqueduc<sup>[30]</sup>. Dès 1909, ils construisent une écurie sur le terrain voisin de leur résidence, le lot 1822<sup>[31]</sup>. Selon le rôle des valeurs locatives, l'écurie ne loge qu'un cheval. À ce moment-là, la RLI demeure encore propriétaire, mais tout porte à croire que les Longpré en ont l'usage en vertu d'une promesse de vente<sup>[32]</sup>. Joseph attend le printemps 1910 pour acheter officiellement le lot et l'ajouter à leurs biens fonciers en versant 200\$<sup>[33]</sup>.

La situation reste ensuite inchangée jusqu'en 1911. Le rôle des valeurs locatives de 1911 indique qu'ils ont mené d'importants travaux. D'abord leur résidence est maintenant un duplex; les Longpré occupent le rez-de-chaussée tandis que le haut accueille un locataire qui travaille aux ateliers Angus. La maison, estimée à 350\$ en 1910, vaut maintenant 2 600\$ : ils vivent finalement dans une maison représentative de leurs revenus, 5 ans

après leur arrivée. On la voit ici captée en novembre 2020 par *Google Street View* avec sans doute une façade refaite.



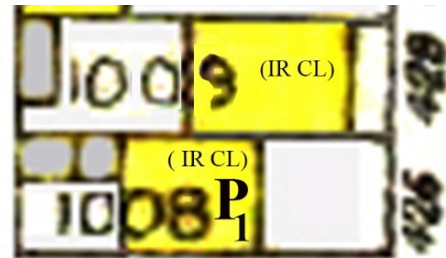
On peut se faire une bonne idée de l'aménagement des deux lots à l'époque en se penchant d'abord sur la planche 421 du plan d'assurance incendie de Montréal de 1911<sup>[34]</sup>. En raison de la faible définition de la reproduction disponible, il faut compléter l'examen avec la planche 421 de l'Atlas cadastral de Montréal publié par le même éditeur en 1914. On constate ainsi que l'emplacement et la taille des bâtiments dessinés en 1914 étaient identiques en 1911, permettant de transposer sur la planche de 1914, de meilleure qualité, quelques-unes des informations du plan d'assurance absentes dans l'Atlas.



Ce qui frappe le plus, c'est l'emplacement des deux lots par rapport à la rue. Le duplex de deux étages (2) avec ses deux adresses prend place en avant du lot; il est briqueté d'où cette couleur rouge et recouvert d'un toit plat (P). L'autre lot abrite une écurie (E) recouverte de tôle comme les autres hangars de couleur grise donnant vers la ruelle; elle jouxte une habitation dont l'adresse est le 476. Selon le recensement, le journalier

Joseph Massé réside dans cette minuscule shoebox à toit plat (P) avec sa femme et un bébé de 10 mois<sup>[35]</sup>.

Avec la même combinaison de planches du plan d'assurance et de l'Atlas, je passe maintenant au lot de la 9<sup>e</sup> Avenue. Située au milieu du terrain, la maison louée n'a qu'un seul étage; dessinée en jaune, elle présente une structure de bois recouverte de tôle comme l'indique le symbole (IR CL) pour *iron clad*<sup>[36]</sup>.



Au recensement de 1911, Joseph déclare un revenu de 1 000\$ tandis que son épouse ne répond pas à la question. Ce gain est celui d'un entrepreneur plâtrier et non plus d'un simple ouvrier. Un neveu de 19 ans vit avec le couple et se définit comme un apprenti-plâtrier<sup>[37]</sup>. Comme le révèle un peu plus tard le rôle des valeurs locatives<sup>[38]</sup>, le couple a aménagé, sur place, un bureau pour leurs affaires, administrées sans doute par l'épouse.

Le 3 juillet 1911, Georgiana acquiert de la RLI un autre lot sur la 1<sup>re</sup> Avenue, situé en bordure de la ruelle, au coût de 250\$<sup>[39]</sup>. On ignore, en revanche, le montant du dédommagement versé au promettant, mais j'y reviens plus loin. Ses achats se poursuivent : le 20 novembre 1911, elle met la main sur deux lots contigus de la 6<sup>e</sup> Avenue appartenant à un particulier, les lots vacants 2263 et 2264. Cette fois, on connaît le coût total, 600\$ déboursés comptant<sup>[40]</sup>.

### Les propriétés foncières de Georgiana Lépine et Joseph Longpré dans le Vieux-Rosemont en décembre 1911

| No du lot 172- | Localisation    | Date de la promesse initiale | Date d'achat  |
|----------------|-----------------|------------------------------|---------------|
| 577            | 6 <sup>e</sup>  | Avril 1903                   | Mai 1904      |
| 1823           | 6 <sup>e</sup>  | Octobre 1903                 | Décembre 1906 |
| 1008           | 9 <sup>e</sup>  | Mai 1904                     | Juin 1907     |
| 1822           | 6 <sup>e</sup>  | 1904                         | Avril 1910    |
| 1578           | 1 <sup>re</sup> | Novembre 1906                | Juillet 1911  |
| 2263-2264      | 6 <sup>e</sup>  | Novembre 1903                | Novembre 1911 |

L'examen de leurs titres de propriété révèle que tous les lots ont un unique propriétaire : 4 sont détenus par l'épouse et 3 par l'entrepreneur. On pourrait évoquer que, comme bien d'autres acheteurs de cette époque, Joseph préfère que ce soit son épouse qui soit

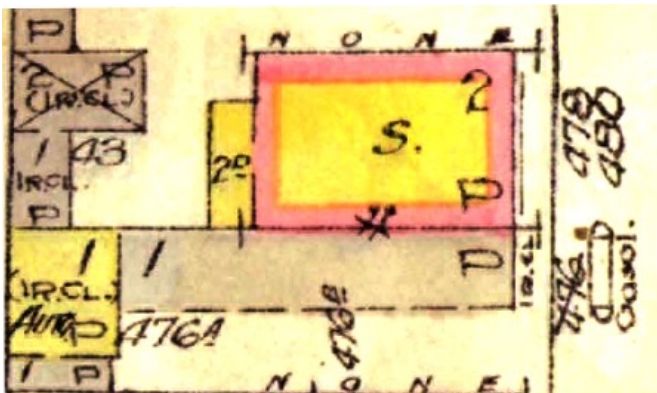
légalement désignée comme propriétaire. En cas de faillite ou de défaut de paiement de monsieur, le bien ne pourra pas être saisi si l'épouse propriétaire est en séparation de biens. Mais j'y vois aussi une réelle implication de l'épouse, comme le suggère les affaires menées par Georgiana après le décès de son mari.

### Une promesse de vente consentie par Georgiana Lépine

Particulièrement intéressante, l'histoire du lot 1578 illustre d'autres facettes de la promesse de vente. Je m'y arrête brièvement. Dès 1909, le peintre Adélarde Gagnon érige une shoebox sur ce terrain en vertu d'une promesse consentie par la RLI<sup>[41]</sup> le 19 novembre 1906<sup>[42]</sup>. À l'été 1911, il accepte de s'en départir en cédant sa promesse à Georgiana pour une somme non révélée. Après avoir payé à la RLI 250\$ pour en obtenir les titres, Georgiana loue temporairement la maisonnette pendant un an, puis cède sa promesse – et forcément la maison – à l'entrepreneur Auguste Bélanger<sup>[43]</sup>. Cette fois, la promesse cédée est notariée, mais elle ne fait l'objet d'aucun enregistrement. Bélanger y amorce des travaux rapportés par le rôle des valeurs locatives de 1912<sup>[44]</sup>. L'année suivante, à titre de promettant, il se construit une maison évaluée à 200\$<sup>[45]</sup>. En 1914, Georgiana lui vend finalement la propriété 800\$<sup>[46]</sup>.

### Une station d'essence et un garage

Grâce à un plan d'assurance, de bonne qualité cette fois<sup>[47]</sup>, on constate que l'écurie attenante au duplex est devenue, à compter de 1920, un garage avec un poste d'essence (gasoil) installé en bordure de la rue comme cela se faisait à l'époque. Au rez-de-chaussée, le bureau d'affaires se présente comme un commerce (d'où le S appliqué au duplex) que le rôle des valeurs locatives identifie comme étant « auto oils & grease »<sup>[48]</sup>.



En 1920, le couple possède également les 3 lots restés vacants de même que la shoebox de la 9<sup>e</sup> Avenue. Au recensement de 1921, ils n'ont plus de pensionnaire et Joseph se déclare plâtrier avec des gains annuels de 800\$<sup>[49]</sup>. Deux ans plus tard, Georgiana vend 2 000\$ la shoebox de la 9<sup>e</sup> Avenue. La transaction devant notaire se déroule en présence de Joseph qui l'autorise, comme

il l'avait toujours fait pour les précédentes : «A comparu Dame Georgiana Lépine de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de M. Joseph Longpré, du même lieu, plâtrier ici présent pour autoriser sa dite épouse, aux fins des présentes...<sup>[50]</sup>». L'accord du mari pour les transactions immobilières des épouses en séparation de biens est alors la règle; une situation qui illustre le chemin parcouru par les Québécoises dans leur quête d'autonomie.

### La veuve Georgiana Longpré

Joseph meurt à l'hiver 1926<sup>[51]</sup>, mais sa veuve conserve le duplex et l'année suivante, elle transforme le local commercial du rez-de-chaussée en magasin de bonbons et de tabac. Elle reprend également du service comme prêteuse hypothécaire en consentant deux prêts à un entrepreneur-plâtrier, probablement une connaissance, l'un de 3500\$<sup>[52]</sup> et l'autre de 500\$<sup>[53]</sup>.

Finalement, et comme cela se pratiquait encore à l'époque, Georgiana, âgée de 55 ans, cède l'ensemble de ses biens en donation à son frère de Saint-Jacques de l'Acadian, en juillet 1928. La donation comprend les lots 577, 2263 et 2264, de même que le duplex, le garage et le poste d'essence. S'ajoutent également les deux hypothèques consenties l'année précédente. En contrepartie, elle demande à son frère : « De recevoir la donatrice chez lui et de lui fournir une chambre éclairée, meublée et chauffée durant la saison froide, de la nourrir à la table commune, de pourvoir à ses funérailles et service funèbre et faire dire immédiatement après son décès une trentaine de messes grégoriennes pour le repos de son âme<sup>[54]</sup>. »

Cette donation d'une valeur substantielle s'explique peut-être pour des motifs de santé. Sans qu'on en connaisse la raison, on ne la retrouve pas chez son frère au recensement de 1931<sup>[55]</sup>. Vivant chez un de ses neveux de la rue Bourbonnière à Montréal, elle décède le 20 mars 1934<sup>[56]</sup>. Bien longtemps après sa mort, la voici en quelque sorte revenue à la vie.

### NOTES

<sup>[1]</sup> D'emblée, je tiens à remercier Normand Guillbault de m'avoir intéressé à l'histoire de Rosemont. Voici un autre article qui a profité d'une recherche que nous avons menée tous les deux en 2019 et 2020 afin de préparer une conférence sur l'histoire pionnière de Rosemont. Conférence qui, finalement, n'a jamais eu lieu. C'est lui qui a attiré mon attention sur le phénomène des femmes propriétaires foncières. Selon ses calculs, elles étaient bénéficiaires de 14% des ventes initiales de la Rosemount Land & Improvement Co (RLI).

<sup>[2]</sup> Pour une vue d'ensemble sur les familles montréalaises de cette époque, voir Danielle Gauvreau, « Population, identités sociales et vie quotidienne », dans *Histoire de Montréal et de sa région. Tome 1 Des origines à 1930*, Dany Fougères dir., Québec, Presses de l'Université Laval, 2012, p. 639-672.

<sup>[3]</sup> Transactions identifiées grâce au dépouillement du Registre foncier et de l'Index des noms de la circonscription foncière de

Hochelaga-Jacques-Cartier de 1903 à 1915.

[4] Guy Gaudreau, « Les promesses de vente de Philorum Simard à Montréal au début du XX<sup>e</sup> siècle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 77, 1-2, été-automne 2023.

[5] Guy Gaudreau, « Les premières maisons shoebox montréalaises de Rosemont et de Villieray », *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, volume 49, (automne 2021), p. 4-29.

[6] Selon Alain Roy, les contrats de mariage en séparation de biens étaient devenus plus populaires au début du XX<sup>e</sup> siècle; voir « Survol historique du droit de la famille québécois », *La Revue du notariat*, vol. 119, numéro 3, 2017, p. 438-439.

[7] Contrat de mariage du 25 janvier 1897, enregistrement 67040 de la circonscription foncière de Hochelaga-Jacques-Cartier [dorénavant HJC 67040].

[8] Liste nominative du recensement du Canada, 1901, district de Maisonneuve (167) sous-district Saint-Denis (E6), p. 4.

[9] Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal, 1992, p. 160.

[10] *Rosemont-La-Petite-Patrie. Il y a longtemps que je t'aime*, Montréal, 2017, p. 74.

[11] HJC 106916.

[12] La consultation de l'acte de vente rédigé par le notaire permet de connaître la date de l'octroi de la promesse de vente, soit le 23 avril 1903 (puisque c'est à compter de cette date que Dufresne devait assumer les taxes foncières comme le prévoient habituellement les promesses de vente); voir Archives notariales du Québec, greffe du notaire William Henry Cox, minute 3132 [dorénavant Cox 3132], acte de vente du 18 mai 1904.

[13] HJC 106916.

[14] Techniquement, il faudrait dire que la promesse de vente a été transportée.

[15] Archives de la ville de Montréal [dorénavant AVM], rôle d'évaluation de la municipalité de la Petite Côte de 1903, p. 12 à 16.

[16] En 1903, 84% des 141 promettants identifiés dans le rôle foncier ont entre 1 et 3 lots; 10 seulement en ont 10 et plus.

[17] *Atlas of the City of Montréal and Vicinity, volume IV*, Montréal, Chas E. Goad Co., 1914, planche 421.

[18] AVM, rôle d'évaluation de la municipalité de la Petite Côte de 1904, p. 46. En attribuant cette maison au lot 1823, le rôle est erroné puisqu'elle est construite sur le lot 1822. Voir la planche 4 de l'Atlas de A.R. Pinsonneault, *Atlas of the Island and City of Montreal and Ile Bizard*, Montréal, [1907].

[19] AVM, rôle d'évaluation de la municipalité de Rosemont, 1905, p. 36.

[20] Cette pratique était également celle du village de Villieray.

[21] AVM, rôle des valeurs locatives du quartier Sainte-Marie de 1906, volume 10, p. 46.

[22] Archives notariales du Québec, acte de vente du 11 décembre 1906, Cox 5531.

[23] AVM, rôle des valeurs locatives du quartier Sainte-Marie de 1907, volume 13, p. 45.

[24] Alors que c'est la norme pour les logements ouvriers des milieux urbains montréalais; voir à ce sujet Gilles Lauzon, « Eau courante, toilettes à eau et dernières latrines à Montréal, 1856-1915 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 73, 4, printemps 2020, p. 7-33.

[25] Le lot avait fait l'objet d'une promesse de vente accordée en mai 1904 à un certain Pierre Poupart avec qui Martin avait dû négocier vraisemblablement à l'automne 1905 afin de racheter la promesse de vente. Quelques mois plus tard, soit en février 1906, Martin avait complété ses engagements auprès de la RLI et détenait ses titres de propriété. Selon le rôle des valeurs locatives de 1906, il aurait érigé une shoebox évaluée à seulement 50\$ qui lui sert de résidence. La somme prêtée aurait permis d'apporter des améliorations puisque le rôle des valeurs locatives de 1907 estimait sa valeur à 380\$; AVM, rôle des valeurs locatives du quartier Sainte-Marie de 1906 (volume

12, p. 6) et de 1907, volume 15 p. 6.

[26] Prêt du 2 mars 1906, HJC 120906.

[27] Acte de vente du 6 juin 1907, HJC 134248.

[28] AVM, rôle des valeurs locatives du quartier Sainte-Marie de 1907, volume 15, p. 6.

[29] Liste nominative du recensement du Canada, 1911, district de Maisonneuve (172), sous-district 167, p. 32.

[30] Encore en janvier 1909, on se contente de la distribution de l'eau par tonneau; voir « L'achat des condensateurs », *La Presse*, 10 juin 1908, p. 2 et « 900 familles manquent d'eau », *La Presse*, 5 janvier 1909, p. 14. Quant aux égouts, les contrats sont accordés rue par rue en quelques années. Celui sur la 6<sup>e</sup> Avenue est octroyé en juillet 1908; voir « L'affaire du contre-maître », *La Patrie*, 31 juillet 1908, p. 14.

[31] AVM, rôle des valeurs locatives du quartier Sainte-Marie de 1909, livre 14, p. 50.

[32] Je serais porté à croire que les Longpré ont racheté dès leur arrivée, soit en 1906, la promesse de vente détenue depuis 1904 par Didace Aubin afin de se garantir des possibilités d'expansion.

[33] Archives notariales du Québec, Greffe du notaire McKenna, acte de vente du 27 avril 1910, minute 2179.

[34] Plans d'assurance incendie de Montréal, planche 421, volume VI, juin 1911.

[35] Liste nominative du recensement du Canada, 1911, district de Maisonneuve (172), sous-district 167, p. 15.

[36] Son allure demeure inchangée pendant plusieurs années puisque le plan d'assurance de 1924 la présente de manière presque identique; voir la planche 443 du volume VI des plans d'assurance incendie de Montréal, août 1924.

[37] Liste nominative du recensement du Canada, 1911, district de Maisonneuve (172), sous-district 167, p. 15.

[38] SAM, rôle des valeurs locatives du quartier Sainte-Marie de 1912, livre 15, p. 51.

[39] Archives notariales du Québec, acte de vente du 3 juillet 1911, Cox 7942.

[40] Acte de vente du 20 novembre 1911, HJC 201578.

[41] AVM, rôle des valeurs locatives du quartier Sainte-Marie de 1909, livre 13, p. 4.

[42] Acte de vente du 3 juillet 1911, Cox 7942.

[43] « La présente vente est en outre faite en exécution d'une promesse de vente consentie par la venderesse au dit acquéreur le 2 août 1912 », acte du 28 mai 1914, HJC 274493.

[44] SAM, rôle des valeurs locatives du quartier Sainte-Marie de 1912, livre 14, p. 7.

[45] SAM, rôle des valeurs locatives du quartier Rosemont de 1913, livre 16, p. 7.

[46] Acte de vente du 28 mai 1914, HJC 274493.

[47] Planche 443 du volume VI du plan d'assurance de novembre 1921.

[48] SAM, rôle des valeurs locatives du quartier Hochelaga de 1920, livre 16, p. 12.

[49] Liste nominative du recensement du Canada de 1921, district de Maisonneuve (180), sous-district 55, p. 22.

[50] Acte de vente du 23 novembre 1923, enregistrement 35297 de la circonscription foncière de Montréal [dorénavant MTL 35297].

[51] Je n'ai pas trouvé sa date exacte de décès qui survient après le 23 décembre 1925 et avant le mois de mai 1926. Le 23 décembre, il effectue une dernière transaction quand il « cède, transporte et abandonne à titre de dation en paiement » à son épouse les biens qu'il détenait encore (MTL 99876) alors que, selon l'annuaire municipal de 1926, Georgiana est dorénavant une veuve.

[52] Obligation du 31 août 1927, MTL 154771.

[53] Obligation du 19 novembre 1927, MTL 161584.

[54] Acte de donation du 4 juillet 1928, MTL 183351.

[55] Liste nominative du recensement du Canada de 1931, district de L'Assomption (50), sous-district Saint-Jacques (23), p. 8 et 9.

[56] Avis de décès publié dans *La Presse* du 21 mars 1934, p. 25.

# Il y a 30 ans était démoli le **CENTRE PAUL-SAUVÉ**

**Louis Delagrave**

Trésorier de la ShRPP

*Cet article a paru dans le journal communautaire Est Média le 18 février 2023.*

Le Centre fut le théâtre d'innombrables réunions syndicales et politiques qui ont marqué l'histoire du Québec. Des stars internationales et nombre d'artistes québécois s'y sont produits. De mémorables galas de lutte et de boxe et autres compétitions sportives majeures s'y sont déroulés.

Curieuse histoire que celle du Centre Paul-Sauvé, un vaste aréna inauguré en 1960 dans Rosemont à l'angle sud-ouest de la rue Beaubien et du boulevard Pie-IX. L'édifice aura connu ses heures de gloire dans les années 1960 et 1970, pour disparaître bêtement sous le pic des démolisseurs à la fin de 1992.

## **Une idée de la Palestre nationale**

En 1958, l'Association Athlétique Nationale de la Jeunesse (AANJ), qui administre la Palestre nationale sur la rue Cherrier à Montréal, voit grand.

L'entretien du vieil édifice exigü, ouvert en 1919, lui coûte de plus en plus cher, de sorte que l'AANJ caresse l'idée de le vendre pour construire un édifice moderne plus grand. Le tout serait financé par une campagne de souscription de 1 million de dollars.

La Ville de Montréal fait sa part et accepte de céder le terrain de Rosemont pour 15 000 \$, alors qu'il en vaut 1 million.



**La construction de la Palestre nationale, devenue le Centre Paul-Sauvé, en 1960.**

Source : Archives de la ShRPP



**Le Centre Paul-Sauvé, en 1973.**

Source : Archives de la Ville de Montréal

La construction débute en 1959 et le nouveau complexe ouvre ses portes en septembre 1960 sous le nom de Centre Paul-Sauvé, en l'honneur de Paul Sauvé qui fut pendant quelques mois seulement premier ministre du Québec en raison de son décès subit le 2 janvier 1960.

L'édifice présente une architecture aux formes audacieuses pour l'époque. Il comporte un amphithéâtre de hockey de 4 000 sièges, une vaste salle de quilles, deux gymnases, cinq surfaces de curling et un restaurant. Mais les coûts de construction auront grimpé à 4 millions, sinon plus. Malgré le relatif succès de la campagne de souscription (775 000 \$), le gouvernement doit en effet dès mars 1960 mettre de l'argent sur la table : il garantit une dette de 2,4 millions de l'AANJ, pour le paiement de laquelle il octroie 800 000 \$ en subvention. De plus, le gouvernement garantit en juin 1961 un emprunt supplémentaire de 800 000 \$. On est loin du coût de construction de 1 million prévu au départ.

### Du sport, du spectacle et des assemblées

Qu'à cela ne tienne. Sur le plan sportif, le Centre fait son nid. Ce sont les Canadiens de Montréal et les As de Québec qui participent au match d'inauguration de la patinoire en septembre 1960. Un important tournoi de hockey bantam s'y tient en 1961. Le National de Rosemont, une équipe de la Ligue de hockey junior majeur du Québec, y joue pendant deux saisons, de 1969 à 1971. Les Bombardiers de Rosemont, de la ligue Métropolitaine Junior, y évoluent durant plusieurs saisons. La patinoire sert aussi au patinage libre, au ballon-balai et à la crosse durant l'été. Les installations de curling sont toutefois délaissées, les espaces étant bientôt loués pour des réceptions et des assemblées. L'endroit accueille les Six Jours cyclistes pendant plusieurs années, ainsi que les compétitions de volleyball lors des Jeux olympiques de 1976.

Plusieurs galas de boxe y sont présentés, mettant entre autres en vedette les Robert Cléroux, Donato Paduano, Eddie Melo, Fernand Marcotte, les frères Hilton, Gaétan Hart, Deano Clavet. La lutte y connaît aussi ses belles soirées : les frères Rougeau, Larry Moquin, Mad Dog Vachon, Édouard Carpentier, Abdullah the Butcher, le Géant Ferré, Dino Brito, Dino Bravo, Pat Patterson, les frères Leduc, Eddie Creatchman... s'y tabassent à qui mieux mieux. Une populaire émission télévisée de lutte y est en partie enregistrée.



Soirée de boxe au Centre Paul-Sauvé, décembre 1965.

Source : BAnQ, Fonds La Presse



Gala de lutte au Centre Paul-Sauvé, janvier 1982.

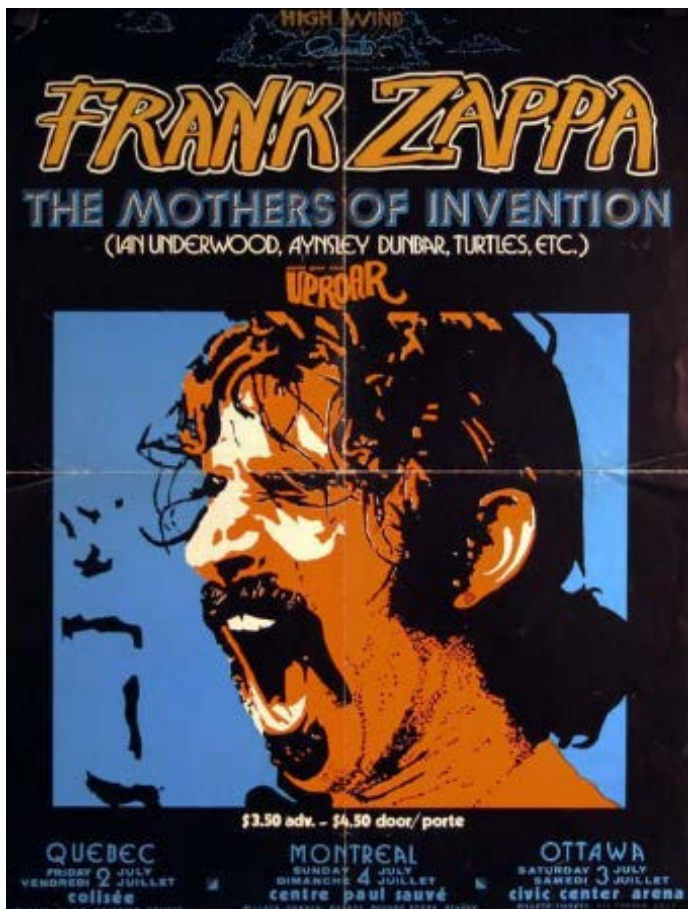
Source : BAnQ, Fonds La Presse



Les Six Jours cyclistes au Centre Paul-Sauvé, en mai 1968.

Source : BAnQ, Fonds La Presse

Sur le plan artistique, Paul-Sauvé accueille des vedettes internationales telles que Jimi Hendrix, Cream, Frank Zappa, James Brown, Jerry Lewis, Johnny Halliday. Les artistes québécois y tiennent aussi l'affiche : Pierre Lalonde, Ginette Reno, Joël Denis, etc. L'émission télévisée *Le Donald Lautrec Chaud* y est enregistrée. Le Centre accueille également le Cirque des Shriners et différents salons, comme le Salon des sciences occultes, et les fameuses parties de bingo.



Affiche pour le spectacle de Frank Zappa, au Centre Paul-Sauvé en juillet 1971. Source : Pinterest

Enfin, Paul-Sauvé est le siège de plusieurs assemblées syndicales (policiers, pompiers, postiers, débardeurs, chauffeurs d'autobus, etc.), et politiques. C'est ici que le Parti québécois savoure sa victoire lors des élections provinciales de 1976. Il y panse également ses plaies lors de la défaite référendaire du 20 mai 1980 : René Lévesque y prononce son célèbre « Si j'ai bien compris, vous êtes en train de me dire : à la prochaine fois ». Au même endroit, le 14 mai précédent, le premier ministre du Canada Pierre Elliott Trudeau avait prononcé un discours non moins mémorable, où il avait pris l'engagement solennel qu'un « Non » serait interprété comme un mandat pour changer la constitution et renouveler le fédéralisme.



Une assemblée de la CSN au Centre Paul-Sauvé, en novembre 1982. Source : BANQ, Fonds La Presse

### Un Centre dont plus personne ne veut, ou presque

Malgré ses succès, le Centre peine à faire ses frais. On organise par exemple une nouvelle campagne de souscription en 1966, afin de joindre les deux bouts. Cela n'empêche pas de voir grand : en 1968, on envisage en vain d'ajouter une piscine olympique, dans l'espoir d'y accueillir des compétitions advenant l'octroi des Jeux olympiques à Montréal.

Paul-Sauvé souffre de la concurrence des autres installations sportives qui ont vu le jour en même temps que lui, soit le Centre sportif Maisonneuve (maintenant le Centre Pierre-Charbonneau) ouvert sur la rue Viau en 1960, au sud de la rue Sherbrooke, et tout près, l'aréna Maurice-Richard inauguré en 1961. Autre tuile : le



La célébration de la victoire du PQ en novembre en 1976, au Centre Paul-Sauvé. Source : Radio-Canada



## les équipements olympiques

# Après le volleyball, le centre Paul-Sauvé risque d'être désert

Lorsque la Paléstre nationale a décidé, au début des années 60, de se doter d'un deuxième bâtiment, et de l'ériger dans le quartier plutôt ouest de Rosemont, elle était loin de se douter que le Centre sportif Paul-Sauvé, comme elle l'appelaient, allait devenir un jour un des équipements olympiques des Jeux de Montréal.

L'implantation d'un centre omnisports à l'intersection de la rue Beaubien et du boulevard Pie-IX pouvait même paraître osée à l'époque, même si cette implantation répondait à un besoin évident, tellement le quartier, voire la région, était dépourvu d'équipements sportifs. Évidemment, avec la construction

du complexe olympique à peine dix pâtés de maisons plus au sud, la situation a changé radicalement, au point que si le litige des installations olympiques préconise une politique de plein emploi au complexe olympique, le centre Paul-Sauvé risque fort d'être délaissé. Mais entre-temps, il aura connu son heure de gloire en accueillant les

Comme plusieurs autres équipements sportifs, le centre Paul-Sauvé s'est fait relever le visage pour les Jeux, par le biais d'une toilette complète. L'emplacement pourra accueillir quelque 8,000 spectateurs pour les matchs de volleyball, un sport qui peut soulever l'enthousiasme lorsque les deux équipes présentent un style de

des améliorations aux installations existantes et y intègre une salle de réception pour banquets, des soirées dansantes, des spectacles. Le Centre rouvre en octobre 1978. Mais ce n'est que partie remise.

L'arrangement dure tant bien que mal jusqu'en 1988, alors que le gouvernement manifeste son intention de se départir du Centre, et que commence à circuler l'idée d'une démolition. La

RIO y a englouti 1,5 million et le complexe n'est pas davantage rentable. Des investissements majeurs doivent être faits, au niveau de la toiture notamment. La RIO en a de plus plein les bras avec la conversion du vélodrome du Parc olympique, qu'elle aimerait rentabiliser en le transformant en musée des sciences naturelles (il sera finalement nommé le Biodôme). Le Centre Paul-Sauvé est donc de nouveau offert à la Ville de Montréal, qui décline la proposition dans un premier temps, alléguant que le quartier est déjà bien pourvu en installations sportives et culturelles, et ne voulant pas se plier à la condition de la RIO de respecter la vocation sportive du centre.

Après moult pressions, la Ville s'entend en 1991 avec la RIO pour en faire l'acquisition, pour la somme de 3,1 millions, soit approximativement la valeur du terrain. Un décret gouvernemental officialise le tout en mai 1992,

*La Presse, 14 juillet 1976*

Centre doit maintenant en plus rivaliser avec de nouveaux concurrents à proximité. S'est en effet ajouté en 1976 le Centre Étienne-Desmarteau, doté de deux patinoires et de deux gymnases, qui accueille les compétitions préliminaires de basketball pour les Jeux olympiques. C'est le coup de grâce, selon certains observateurs : il aurait plutôt fallu investir dans la rénovation de Paul-Sauvé. L'ajout d'autres installations olympiques, notamment le Centre Claude-Robillard, ne fera qu'amplifier le problème.

Même si le Centre doit plus souvent qu'il le voudrait s'éloigner de sa mission première, la diversification lui permet de joindre les deux bouts. Toutefois en 1978, sous une nouvelle administration, les difficultés financières se font sentir plus nettement : l'AANJ déclare carrément ne plus avoir les moyens de le faire fonctionner. Cousu de dettes, Paul-Sauvé ferme même ses portes en juin, pendant que le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal se renvoient la balle pour déterminer qui héritera de ce cadeau empoisonné. Ce sera finalement le gouvernement qui l'achètera pour un montant symbolique de 1 \$ et le confiera à la Régie des installations olympiques (RIO). Cette dernière devra toutefois débours des centaines de milliers de dollars pour éponger la dette et remettre l'immeuble en état. Après consultation auprès des associations et organismes, la RIO réalise



La démolition du Centre Paul-Sauvé, en janvier 1993. Source : BANQ, Fonds La Presse

prévoyant que la RIO affectera cette somme au parachèvement du Biodôme (qui, surprise, souffre de dépassements de coûts) qui sera du même coup cédé gratuitement à la Ville de Montréal. Le maire Jean Doré et la présidente du comité exécutif Léa Cousineau, elle-même conseillère du district où se situe le Centre, ne cachent pas leur intention de démolir Paul-Sauvé pour construire des logements sociaux et des logements privés. Le sort en est presque jeté, mais la contestation s'organise. Un mouvement pour sa sauvegarde est créé, des entreprises privées et des personnalités publiques se montrent intéressées. Plus de 300 000 personnes ont fréquenté le Centre en 1990, dont près de 40 000 joueurs de hockey, 125 000 amateurs de bingo, 30 000 quilleurs et 15 000 amateurs de boxe. D'après l'architecte en chef de la Ville, le Centre est en très bon état et vaut 40 millions, ... mais a besoin de 11,5 millions en modernisations. La Ville rejette en mai 1992 les deux propositions officielles d'achat qui lui sont parvenues, les jugeant non recevables, sinon loufoques.

Le vénérable bâtiment affronte le pic des démolisseurs en décembre 1992, quelques mois après une dernière manifestation peu courue de soutien à Paul-Sauvé.

### Faire contre mauvaise fortune bon cœur

Aussi déplorable soit-elle, la démolition du Centre Paul-Sauvé aura laissé place à un vaste complexe résidentiel, comme le souhaitait l'administration Doré. Aujourd'hui, le quadrilatère comprend des maisons de ville, des copropriétés et des logements pour aînés (Les Habitations Nouvelles Avenues). Ce qui n'empêche pas le sentiment qu'il aurait bien pu en être autrement. Si le Centre Étienne-Desmarteau n'avait pas été construit... Si la boxe et la lutte avaient conservé leur ferveur dans les années 1980... Si le Biodôme n'avait pas autant grevé les finances de la RIO... Si la population de Rosemont avait davantage appuyé la sauvegarde du Centre Paul-Sauvé... Mais bon, inutile de réécrire l'histoire. Il nous reste toujours la nostalgie!

Le terrain laissé vacant par la démolition du Centre Paul-Sauvé revivra

# Rosemont accueillera un complexe de 339 habitations

RACHEL DUCLOS  
LE DEVOIR

Le terrain laissé vacant par la démolition du centre Paul-Sauvé, dans le quartier Rosemont, revivra bientôt. Un complexe de 339 habitations privées, le Coteau Rosemont, y sera construit dès le printemps 1995, a annoncé hier en conférence de presse la présidente du comité exécutif de la ville de Montréal, Léa Cousineau.

Mme Cousineau ne cachait d'ailleurs pas son enthousiasme devant la maquette du projet. Des logements de différentes grandeurs, allant du studio à celui de trois chambres à coucher, seront logés dans des édifices de trois à huit étages. Beaucoup d'espaces verts seront aménagés entre les édifices et les rues seront tranquilles. Les piétons y seront rois puisque toutes les voitures seront stationnées sous terre.

La Ville a vendu le terrain, au coût de 4,5 millions \$ au Groupe immobilier Saint-Jacques, chargé de réaliser le projet. Les habitations se vendront entre 75 000 \$ et 160 000 \$. La mise en marché débutera dès l'automne. Les habitations seront conçues pour accueillir des clientèles diverses, en privilégiant les jeunes familles et les pré-retraités.

Avant de commencer la construction, le groupe immobilier Saint-Jacques doit cependant obtenir, dans un délai de 60 jours, l'aval du Conseil d'arrondissement ainsi que celui du Conseil municipal.

Le Coteau Rosemont, bordé par le boulevard Pie IX et la 20<sup>ième</sup> avenue au nord de la rue Beaubien, a mis longtemps à voir le jour. Il avait fait l'objet d'une promesse électorale de Léa Cousineau lors de la dernière campagne électorale municipale. La Ville a acquis le Centre Paul-Sauvé de la Régie des installations olympiques en 1991 avec l'intention de le démolir pour y construire des logements sociaux.

Maintenant, seule la parcelle de terrain qui jouxte le boulevard Pie-IX est réservée à cette fin. Quarante-trois logements pour personnes âgées sont en



Les habitations seront conçues pour accueillir des clientèles diverses.

construction. À côté, un espace est prévu pour une coopérative et un HLM. Mais ils risquent de ne pas voir le jour de si tôt. «Il y a possibilité de tripler le nombre de logements sociaux, mais il faudrait qu'il y ait des projets de mis sur pied par les gouvernements supérieurs. Nous en attendant, on réserve les terrains», a indiqué Mme Cousineau.

Pour l'instant, seulement 12% des habitations du Coteau Rosemont seront des logements sociaux. La Ville a promis 35%.

Le Comité de logement Rosemont entend tout mettre en oeuvre pour trouver les fonds nécessaires à la mise sur pieds de ces projets.

«Il y a des besoins encore plus grands dans le quartier Rosemont, indique Sylvie Fournier, coordonnatrice. Il y a plus de 2000 personnes sur les listes d'attente des HLM.» Et c'est sans compter celles qui se découragent après quelques vaines années d'attente, ajoute-t-elle. Mme Fournier indique que plus de 300 personnes ont fait des demandes pour habiter l'un des 43 logements pour personnes âgées en construction. «On a la ferme intention que les deux projets soient réalisés et on va tout faire pour qu'ils se réalisent», dit Mme Fournier.

La démolition du Centre Paul-Sauvé, en 1992 et 1993, avait provoqué un tollé de protestations dans le quartier Rosemont.

Des gens s'étaient mobilisés pour garder ce vestige de l'histoire montréalaise et québécoise largement déficitaire. Le Centre Paul-Sauvé a été construit en 1960. Centre sportif moderne, il a accueilli des tournois de hockey, du volley-ball, du curling, de nombreux autres sports ainsi que plusieurs gros événements musicaux.

Le centre a aussi été le témoin la victoire du PQ en 1976 et la défaite au référendum de 1980. En 1978, le gouvernement l'avait vendu, pour un dollar, à la Régie des installations olympiques.

# LHJMQ : la très courte histoire du NATIONAL DE ROSEMONT

## Alexis Vailles

Membre de la ShRPP

Le saviez-vous? Le quartier Rosemont a déjà eu son équipe de hockey dans la Ligue de Hockey Junior Majeur du Québec (LHJMQ)! N'ayant existé que durant deux saisons, au tout début de la LHJMQ, l'équipe n'aura pas fait long feu, mais aura tout de même connu une histoire rocambolesque.

Voici un petit résumé de l'histoire du National de Rosemont, l'une des équipes fondatrices de la LHJMQ.

### La LHJMQ

Elle est inaugurée en 1969, issue de la fusion entre la Ligue provinciale de hockey junior et la Ligue métropolitaine de hockey junior.

C'est une époque où les ligues de hockey prennent de l'expansion en Amérique du Nord. Deux ans plus tôt, la Ligue nationale de hockey (LNH) double son nombre d'équipes avec son expansion de 1967. En 1972, l'Association mondiale de hockey (AMH), ligue rivale de la LNH, voit le jour.



Le logo de la Ligue junior "A" en 1969 (source: LHJMQ)

Au moment de sa création, la LHJMQ s'appelait la Ligue de hockey junior « A » du Québec. Elle comptait alors 11

équipes : les Rangers de Drummondville, les Remparts de Québec, les Bruins de Shawinigan, les Black Hawks de Sorel, les Ducs de Trois-Rivières, les Royals de Cornwall, les Saints de Laval, les Castors de Sherbrooke, les Alouettes de Saint-Jérôme, les Maple Leafs de Verdun, et finalement, le National de Rosemont.

Issu de la Ligue métropolitaine de hockey junior, le National s'appelait les Bombardiers de Rosemont avant la création de la LHJMQ. Ils élisent domicile au défunt Centre Paul-Sauvé, à l'angle de Pie-IX et de Beaubien.



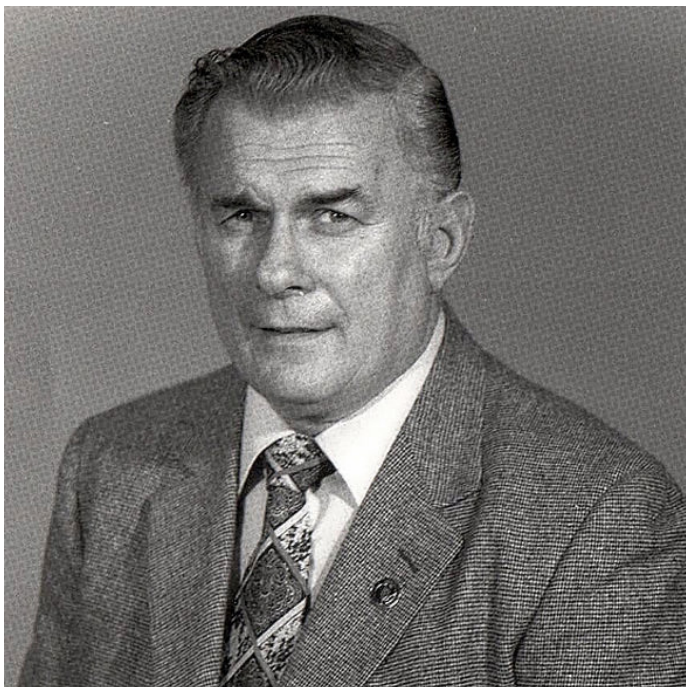
Le Centre Paul-Sauvé, domicile du National de Rosemont (source : Archives de la Ville de Montréal)

### Jean Rougeau, un propriétaire vedette

Si le hockey junior majeur est rendu possible à Rosemont, c'est beaucoup grâce à Jean « Johnny » Rougeau, le célèbre propriétaire et président du club.

Rougeau est un grand amateur de hockey, sport qu'il a pratiqué durant sa jeunesse. Mais c'est pour sa carrière de lutteur qu'il est reconnu, ayant même été qualifié de « Maurice Richard de la lutte » par les journaux<sup>[1]</sup>, l'élevant au statut de vedette. Il continuera même de lutter pendant qu'il assume la présidence du National, en attendant que l'équipe devienne rentable<sup>[2]</sup>.

Fait anecdotique : en 1960, lors des élections provinciales, René Lévesque, alors candidat libéral, embauche Rougeau comme garde du corps et chauffeur après avoir reçu des menaces de mort de la part de partisans de l'Union Nationale<sup>[3]</sup>.



**Le lutteur Jean « Johnny » Rougeau, propriétaire et président du National de Rosemont, deviendra plus tard président de la LHJMQ** (source : LHJMQ)

Rougeau prend possession des Bombardiers de Rosemont en janvier 1969 et renomme l'équipe le National de Rosemont en mai, en hommage au défunt nom de l'équipe dans les années 1950<sup>[4]</sup>. « En achetant la franchise de Rosemont dans la ligue Métropolitaine, j'ai l'intention bien arrêtée de tenter ma chance et de former une organisation sérieuse », déclare-t-il.

Le président passe de la parole aux actes et ne chôme pas. Ayant le hockey mineur à cœur, il conclut une entente avec le Comité des Jeunes de Rosemont<sup>[5]</sup>.

En juin, il annonce la nomination du directeur général de l'équipe, Richard Bélec, qui est fortement impliqué dans le sport amateur à Rosemont<sup>[6]</sup>. Bélec s'affaire aussitôt à assembler l'équipe.

Il déniché plusieurs bonnes recrues, dont le gardien de but Denis Germain, ou encore le centre Pierre Zappa, un joueur local ayant évolué dans le hockey mineur pour l'équipe du comité des jeunes de Rosemont<sup>[7]</sup>.

L'entraîneur du club est Jean-Guy « Butch » Marchand, un colosse de 270 livres. Les journaux de l'époque titrent : « 270 LIVRES DE DYNAMITE DERRIÈRE LE BANC DU NATIONAL-ROSEMONT », en le surnommant « la terreur des arbitres »<sup>[8]</sup>.

Jean Rougeau se lance dans une vaste campagne marketing pour vendre sa nouvelle équipe. Il annonce 28 parties à domicile, au Centre Paul-Sauvé. « Nous croyons que les parties disputées chez nous seront présentées de façon à plaire à notre public. Nous aurons en fait, 10 dimanches, 12 mardis, 2 jeudis et 4 vendredis », promet-

il<sup>[9]</sup>. Le costume de l'équipe est or et bleu pour les matchs à domicile et bleu et or pour les matchs à l'étranger.



**Le chandail or et bleu des matchs à domicile du National** (source : Classic Auctions)

Il existe deux catégories de billets. Les premiers se vendent 1,50\$; les seconds, 1,75\$. Les billets de saison correspondants se vendent 39\$ et 45\$, respectivement<sup>[10]</sup>. Pour mousser les ventes, on annonce un tirage qui sera effectué à chaque match entre la première et la deuxième période, parmi les détenteurs de billets de saison. Trois prix seront tirés : un premier de 500\$, un deuxième de 300 \$, et un troisième de 100\$<sup>[11]</sup>.

Un commerçant du quartier, Roland Fauché, commande également un tirage. À chaque partie, une télévision portative et un appareil de radio AM-FM sont tirés au sort parmi les spectateurs<sup>[12]</sup>.

Tout est donc en place pour la première saison du National.



**Une foule est rassemblée au Centre Paul-Sauvé pour assister à un match du National contre les Remparts, en février 1970**

(source : Pierre McCann, Fonds La Presse, BANQ)

### **Le premier match à l'étranger, le premier match à domicile**

Le premier match de l'équipe, le 8 octobre 1969, n'a pas lieu à Rosemont, mais plutôt à Sorel pour y affronter les Black Hawks. Le National offre une performance peu

convaincante et essuie une solide défaite de 10 à 3<sup>[13]</sup>.

La partie suivante, le dimanche 12 octobre, est le premier match à domicile de l'équipe. Le National se reprend et gagne 7 à 2 contre les Ducs de Trois-Rivières, devant les 1879 spectateurs qui se sont rassemblés au Centre Paul-Sauvé<sup>[14]</sup>.

### Un trio dominant, une saison en dents de scie

Durant leur première saison (1969-70), le National de Rosemont peut compter sur un premier trio dominant, formé par Serge Roch (centre), Serge Vézina (ailier droit), et André Bouchard (ailier gauche). Ils obtiennent 115, 114 et 112 points respectivement, ce qui les classe 9e, 10e, et 11e rang des pointeurs de la ligue. Il n'est pas rare de les voir terminer un match avec une récolte de deux ou trois points chacun. Serge Vézina et André Bouchard ont tous deux 19 ans, mais Serge Roch, quant à lui, n'est âgé que de 17 ans et termine au deuxième rang parmi les recrues de la saison<sup>[15]</sup>.



André Bouchard, Serge Roch et Serge Vézina, premier trio du National de Rosemont en 1969-70 (source : LHJMQ)

Malgré le premier trio de choc, la première saison du National de Rosemont présente des résultats décevants. Après une quarantaine de matchs, la fiche du club ne se porte pas trop mal, et parvient même à se tailler une place au premier rang de la division, à égalité avec les



Serge Roch en échappée contre le gardien des Black Hawks Michel DeGuise, en novembre 1969 (source : Yves Beauchamp, Fonds La Presse, BANQ)

Alouettes de Saint-Jérôme<sup>[16]</sup>. Toutefois, une séquence de sept défaites consécutives entre le 27 janvier et le 8 février fait descendre l'équipe au classement. Au final, le National ne remporte que 23 de ses 56 matchs et obtient 3 matchs nuls. L'équipe se classe au troisième rang de la division Ouest, et au neuvième rang (sur 11 équipes) dans l'ensemble de la ligue.

Lors des séries éliminatoires, on ne rencontre guère plus de succès. En première ronde, le National perd ses quatre matchs contre les Alouettes de Saint-Jérôme, dont une cuisante défaite devant leurs partisans de 13-0 au dernier match de la série, le 27 février 1970.

### Guy Lafleur et les Remparts

Durant les deux premières saisons de l'histoire de la LHJMQ, la grande vedette de la ligue n'est nul autre que Guy Lafleur des Remparts de Québec. Durant ces deux années, Lafleur dispute 10 parties contre le National de Rosemont, dont 5 au Centre Paul-Sauvé. Au cours de cette séquence, il cumule 26 buts et 38 points, faisant scintiller régulièrement la lumière rouge du National.



Guy Lafleur dans l'uniforme des Remparts. Il affronte le National de Rosemont 10 fois en carrière (source : Remparts de Québec)

Le 5 février 1971, alors que le National rend visite aux Remparts, Lafleur connaît un match foudroyant de 7 buts et 11 points, dans un massacre de 14-1 de l'équipe hôte. Son coéquipier André Savard marque quant à lui 12 points, dont 3 buts, établissant un record de la ligue.

## La seconde saison

Durant la saison morte 1970, Jean Rougeau procède à un changement d'entraîneur et embauche Léo Bossy, un entraîneur junior de renom qui avait dirigé les Canadiens Jr<sup>[17]</sup>.

Parmi les gros canons de l'année précédente, Serge Vézina et André Lacroix ne sont pas de retour, ni le défenseur François Ouimet. Serge Roch, quant à lui, est échangé aux Alouettes de Saint-Jérôme après seulement 4 matchs.

La saison 1970-71 débute sur les chapeaux de roues. Le match d'ouverture à domicile a lieu le 16 octobre, après quatre matchs passés sur la route. Les visiteurs sont les Royals de Cornwall, seule équipe ontarienne du circuit. Souhaitant réaliser un grand coup de publicité, Jean Rougeau organise avant le match une partie d'exhibition entre des artistes de la radio et de la télévision et des lutteurs professionnels<sup>[18]</sup>. Le National, gonflé à bloc, l'emporte 14-5<sup>[19]</sup>.



**Claude Provost derrière le banc du National de Rosmont en octobre 1970**

(source : Yves Beauchamp, Fonds La Presse, BANQ)

Le reste de la saison, toutefois, ne se déroule pas comme prévu. En 62 matchs, le National ne remporte que 22 parties et un match nul, terminant neuvième sur dix équipes au classement et ratant les séries.

Durant la saison, Jean Rougeau procède à un changement d'entraîneur et embauche Claude Provost, ancien joueur du Canadien, mais rien n'y fait<sup>[20]</sup>. L'équipe perd quand même. Malgré tout, l'assistance moyenne au Centre Paul-Sauvé augmente par rapport à l'année précédente, passant de 1436 à 1702<sup>[21]</sup>.

C'est le nouveau venu au centre André Peloffy, originaire de Sète en France, qui devient le premier pointeur de l'équipe en cette seconde saison. Acquis des Saints de Laval, il est nommé capitaine et établit un record d'équipe pour les buts (49) et les points (118), se hissant au septième rang des pointeurs du circuit. Il est flanqué des ailiers Gilbert Smith et Yvan Rolando.

Athlète chevronné, Peloffy s'illustre également au baseball, évoluant pour le Concorde de Laval, dans la ligue Montréal Junior<sup>[22]</sup>.

Au terme de la saison, Peloffy, 20 ans, est repêché dans la LNH par les Rangers de New York en neuvième ronde. Il ne jouera jamais dans la métropole américaine, mais parviendra à jouer 9 matchs pour les Capitals de Washington en 1974-75<sup>[23]</sup>.



**André Peloffy, numéro 12, lors d'un match contre les Bruins de Shawinigan en janvier 1971**

(source : Pierre McCann, Fonds La Presse, BANQ)

Quelques autres joueurs notables figurent parmi l'alignement de l'équipe. Le joueur recrue Robert Sirois récolte un respectable 54 points durant la saison. Il connaîtra par la suite une carrière junior à succès avec le Junior de Montréal. Repêché par les Flyers de Philadelphie, où il effectue un bref passage, il évolue ensuite pour les Capitals de Washington durant 5 ans. Au total, il connaîtra une carrière de 286 matchs dans la LNH, totalisant 212 points<sup>[24]</sup>.

Un autre attaquant de l'équipe, Clément Jodoin, n'évoluera jamais dans la Ligue Nationale en tant que joueur, mais deviendra entraîneur adjoint durant de nombreuses années pour les Penguins de Pittsburgh, les Nordiques de Québec et les Canadiens de Montréal<sup>[25]</sup>.

## Départ de Rosemont

En avril 1971, onde de choc pour les amateurs de hockey de Rosemont : on annonce que le National déménage à Laval. Le départ est soudain et inattendu.

En une du *Journal de Rosemont* du 28 avril 1971, on est avare d'explications sur les raisons de déménager l'équipe. La cause première évoquée est l'indisponibilité du Centre Paul-Sauvé en début de saison; à cause d'activités culturelles et sportives du quartier, on ne peut y jouer avant le 20 octobre<sup>[26]</sup>. Le Centre Sportif de Laval, qui sera rebaptisé plus tard le Colisée de Laval, présente de bien meilleurs attributs.



Le Colisée de Laval, où déménagera le National en 1971  
(source : page Facebook du Colisée)

Quelques années plus tard, dans les pages du journal *La Voix de l'Est*, édition du 11 mars 1983, Jean Rougeau se remémore le contexte ayant mené à sa décision de déménager l'équipe :

*« J'avais eu plusieurs rencontres avec Arthur Lessard, directeur du service de la Récréation à Laval. Il m'avait parlé de la possibilité de déménager le National-Rosemont à Laval et je lui avais dit que j'y penserais. Le fait qu'il y avait une arène de 3,800 sièges m'intéressait beaucoup. Finalement j'ai pris ma décision et le 16 avril 1971, je rencontrais les autorités du Centre Sportif de Laval et du Collège Laval pour en arriver à une entente. Les plans du transfert de la franchise du National à Laval ont été annoncés quelques jours plus tard lors d'une conférence de presse.*

*C'était la fin d'une époque mais le début d'une nouvelle, qui allait s'avérer passionnante, pour moi. Après avoir négocié avec les gens de Ville de Laval, j'avais un choix important à faire. Devais-je déménager le National-Rosemont à Ville de Laval? J'étais pas mal attaché au Centre Sportif Paul-Sauvé mais il n'ouvrait que le 20 octobre. À Ville de Laval, les Jeux d'Hiver avaient remporté un vif succès et le maire Tétrault m'avait promis tout son appui. C'était tentant,*

*tellement tentant que j'ai opté pour Ville de Laval. Les ex-Bombardiers, devenus National Rosemont allaient devenir le National de Laval. Mardi, le 19 avril 1971, il y avait de nombreuses personnalités présentes au Centre Sportif Laval et, à titre de président, j'ai dévoilé le nouveau sigle de l'équipe et présenté les nouveaux membres du bureau de direction qui étaient: Arthur Lessard, vice-président, MM. Paul Larivée et André Lagarde. Le président honoraire était nul autre que l'excellent joueur de hockey, Armand Mondou; Guy Soucy s'occupait du secrétariat tandis que nous avons confié la tâche des relations publiques à Guy Fortin. »<sup>[27]</sup>*

L'aventure du hockey junior majeur n'aura donc duré que deux saisons à Rosemont. Dans les 118 matchs de son histoire, l'équipe récolte une fiche cumulée de 45 victoires, 69 défaites et 4 matchs nuls.

Jean Rougeau, quant à lui, continue de s'impliquer dans l'équipe après son déménagement à Laval, occupant même le poste d'entraîneur durant quelques années. Il deviendra par la suite commissaire de la LHJMQ en 1981<sup>[28]</sup>, mais décède en mai 1983 d'un cancer<sup>[29]</sup>. La ligue crée le trophée Jean-Rougeau en son honneur, décerné à l'équipe qui obtient le plus de points au classement en saison régulière<sup>[30]</sup>.

Un centre sportif de Montréal porte également son nom; il est situé au 8000, rue de Normanville, dans Ville-roy, à proximité du quartier La Petite-Patrie.

## L'aventure lavalloise et acadienne

L'équipe de Laval conserve le nom de National durant les années 1970, période durant laquelle un certain Mike Bossy fait scintiller la lumière rouge adverse<sup>[31]</sup>.

L'équipe change de nom pour devenir les Voisins de Laval en 1979, et verra Mario Lemieux venir fracasser tous les records de la ligue au milieu des années 1980. En 1985, on change à nouveau de nom pour le Titan de Laval, puis à nouveau en 1994 pour le Titan Collège Français<sup>[32]</sup>.

En 1998, le Colisée de Laval est jugé trop vieux et l'équipe déménage à Acadie-Bathurst, au Nouveau-Brunswick, où elle réside depuis. À Bathurst, l'équipe comptera parmi ses rangs un jeune Patrice Bergeron<sup>[33]</sup>.

Dans son histoire, la franchise aura remporté 6 championnats et une coupe Memorial en 2018<sup>[34]</sup>.

Imaginons si nous avions assisté à tous ces exploits à Rosemont!



Tous les logos de l'histoire de la franchise (source : LHJMQ)

## NOTES

- [1] Johnny Rougeau par lui-même, *La Voix de l'Est*, Granby, lundi 7 mars 1983, vol. 47, no 221, p.15.
- [2] Johnny Rougeau par lui-même, *La Voix de l'Est*, Granby, mercredi 9 mars 1983, vol. 47, no 223, p.38.
- [3] LEMIEUX, François. Quand les élections se gagnaient « avec les bras ». *Journal Métro*, 29 septembre 2022. Lien URL : <https://journal-metro.com/local/villeray-st-michel-parc-extension/2917544/quand-elections-gagnaient-avec-bras/>
- [4] Johnny Rougeau par lui-même, *La Voix de l'Est*, Granby, lundi 7 mars 1983, vol. 47, no 221, p.15.
- [5] *Le Devoir*, jeudi 28 août 1969, vol. LX – no 200, p.14
- [6] *Le Journal de Rosemont*, mercredi 4 juin 1969, 23e année – no 20, page 1.
- [7] *Le Journal de Rosemont*, mercredi 8 octobre 1969, 23e année – no 38, page 16.
- [8] Johnny Rougeau par lui-même, *La Voix de l'Est*, Granby, mardi 8 mars 1983, vol. 47, no 222, p.18.
- [9] *Le Devoir*, jeudi 21 août 1969, vol. LX – no 194, p.15
- [10] *Le Journal de Rosemont*, mercredi 28 mai 1969, 23e année – no 19, page 10.
- [11] Ibid.
- [12] Johnny Rougeau par lui-même, *La Voix de l'Est*, Granby, mardi 8 mars 1983, vol. 47, no 222, p.18.
- [13] Feuille de match prise sur : <https://chl.ca/lhjmq/reports/games/5252/official/>
- [14] Feuille du match prise sur : <https://chl.ca/lhjmq/reports/games/5125/official/>
- [15] Statistiques des joueurs, 1969-70. LHJMQ. Lien URL : <https://chl.ca/lhjmq/stats/players/91/2/>
- [16] Johnny Rougeau par lui-même, *La Voix de l'Est*, Granby, mardi 8 mars 1983, vol. 47, no 222, p.18.

- [17] Johnny Rougeau par lui-même, *La Voix de l'Est*, Granby, mercredi 9 mars 1983, vol. 47, no 223, p.38.
- [18] Johnny Rougeau par lui-même, *La Voix de l'Est*, Granby, jeudi 10 mars 1983, vol. 47, no 224, p.21.
- [19] Feuille de match prise sur : <https://chl.ca/lhjmq/reports/games/21932/official/>
- [20] Johnny Rougeau par lui-même, *La Voix de l'Est*, Granby, jeudi 10 mars 1983, vol. 47, no 224, p.21.
- [21] Chiffres trouvés sur Hockey DB : [https://www.hockeydb.com/nhl-attendance/att\\_graph\\_season.php?lid=QMJHL1970&sid=1970](https://www.hockeydb.com/nhl-attendance/att_graph_season.php?lid=QMJHL1970&sid=1970) et [https://www.hockeydb.com/nhl-attendance/att\\_graph\\_season.php?lid=QMJHL1970&sid=1971](https://www.hockeydb.com/nhl-attendance/att_graph_season.php?lid=QMJHL1970&sid=1971)
- [22] *La Presse*. Cahier Sports. Vendredi 4 juin 1971 - 87e année – no 129, p.1.
- [23] André Peloffy, *Elite Prospects*. Lien URL : <https://www.eliteprospects.com/player/27318/andre-peloffy>
- [24] Robert Sirois, *Elite Prospects*. Lien URL : <https://www.eliteprospects.com/player/142162/robert-sirois>
- [25] Clément Jodoin, *Elite Prospects*. Lien URL : <https://www.eliteprospects.com/staff/4372/clement-jodoin>
- [26] *Le Journal de Rosemont*, mercredi 28 avril 1971, vol. XXII – no 17, page 1.
- [27] Johnny Rougeau par lui-même, *La Voix de l'Est*, Granby, vendredi 11 mars 1983. vol. 47, no 225 p.15.
- [28] *Histoire et Records, LHJMQ*. Consulté en novembre 2023. Lien URL : <http://www.lhjmq-records.qc.ca/xsl/records/book/index.php?lang=fr>
- [29] Ibid. [30] Ibid. [31] Ibid.
- [32] *Titan d'Acadie-Bathurst – Histoire*. Consulté en novembre 2023. Lien URL : <https://chl.ca/lhjmq-titan/histoire/>
- [33] Ibid.
- [34] Ibid.



L'intérieur du Centre Paul-Sauvé à la veille des Jeux olympiques de 1976. (COJO 76 / ShRPP)

# Le parcours d'un imprimeur engagé : **FERNAND CORBEIL** et son héritage

**Carla Bodo et Sylvette Pittet**

Secrétaire de la ShRPP ; Archiviste de la ShRPP  
Recherches supplémentaires : Justin Bur

## Présentation du fonds Fernand Corbeil

Au courant de l'année 2023, notre archiviste a choisi de traiter le fonds de monsieur Fernand Corbeil (F011). Fernand Corbeil (1911–2002) était imprimeur et bien plus encore. Peu après sa naissance, sa famille déménage de Mont-Laurier à Rosemont, où il passera plus de 70 ans de sa vie. Il est très impliqué dans de multiples activités sociales, culturelles et sportives dans les principaux organismes de Rosemont des années 1940 à 1970 – entre autres les Loisirs de Sainte-Philomène (devenue Saint-Esprit), la ligue de baseball, le hockey ou le Club Optimiste de Rosemont.

L'origine de ces archives demeure inconnue, tout comme le mode de transmission à la Société d'histoire Rosemont–Petite-Patrie. Plusieurs hypothèses peuvent être avancées : peut-être qu'un membre de la famille a déposé les archives.

La majeure partie des documents d'archives du fonds se présente sous la forme d'albums personnalisés, communément appelés « scrapbooks ». Ce format suscite un vif intérêt tant sur le plan visuel qu'informatif. En effet, un album personnalisé résulte d'un arrangement personnel de photos, de découpages de journaux et d'annotations soigneusement choisies par son créateur. Fernand Corbeil a structuré ses scrapbooks en utilisant des pages de couleurs variées en fonction du sujet traité, ce qui facilite considérablement la localisation et la compréhension. En revanche, ce support traverse mal le temps. Les coupures de journaux, photographies et autres documents sont collés sur des cartons de qualité médiocre. Les coupures de journaux, en particulier, ont tendance à vieillir rapidement. C'est la raison pour laquelle nous avons entrepris la numérisation de plusieurs pages, y compris l'intégralité d'un des albums, en l'occurrence celui consacré au Club Optimiste de Rosemont. Aller à la découverte des archives de Fernand Corbeil donne un accès direct à la vie de Rosemont des années 1930 aux années 1980.



F011-B-005 Album Club Optimiste

## Un scrapbook royal

Nous trouvons également dans ces archives un scrapbook contenant des coupures de journaux relatant la visite au Canada de la famille royale britannique en mai et juin 1939. Cette visite du roi George VI et de la reine Élisabeth marque un événement historique en tant que première visite d'un monarque régnant au Canada. D'après *l'Encyclopédie canadienne*, elle est décrite comme l'une des visites les plus réussies, avec des foules massives saluant le couple tout au long de leur trajet en train à travers le pays. Cette visite, incluant un détour de quatre jours aux États-Unis, renforça également les relations entre le Canada, le Royaume-Uni et les États-Unis à l'aube de la Seconde Guerre mondiale. L'arrêt du couple royal à Montréal, à cette époque, suscita une réponse enthousiaste influencée par les opinions favorables des dirigeants politiques et religieux en soutien à la monarchie<sup>[1]</sup>. Dans le scrapbook de Fernand Corbeil, plusieurs coupures de presse et photographies témoignent de cet événement marquant.



F011-C-007 Album (Scrapbook) Famille royale.  
Coupure de *La Presse*, 19 mai 1939, p. 27

[1] Carolyn Harris, « Visite royale de 1939 », dans *L'Encyclopédie Canadienne*. Historica Canada, 2022.  
[www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/visite-royale-de-1939](http://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/visite-royale-de-1939)

## Fernand Corbeil, imprimeur

La première imprimerie de Fernand Corbeil est inscrite à l'annuaire Lovell en 1938. Dès l'année suivante, elle est située au 5464, 1<sup>re</sup> Avenue. Dans l'annuaire de 1945, l'imprimerie a déménagé au 5474, 5<sup>e</sup> Avenue, où elle restera pendant trois décennies. Corbeil prend sa retraite vers 1976, environ 10 ans avant le début de la révolution de la publication assistée par ordinateur qui

allait rendre les imprimeries de quartier désuètes. Fier Rosemontois, Fernand Corbeil atteste sur une carte d'affaires des années 1950 qu'il habite dans le district électoral municipal no 9 depuis 1912 !

L'imprimerie était spécialisée dans l'impression d'affiches, « de jolis calendriers », des cartes de souhaits avec plus de 100 modèles différents, des billets pour des spectacles organisés par les Loisirs Sainte-Philomène (Saint-Esprit), ainsi que pour des événements sportifs, entre autres. D'après une des coupures de presse d'un des scrapbooks, Fernand Corbeil était imprimeur licencié (titulaire d'une licence professionnelle), un statut unique car la licence n'a pas été rendue obligatoire pour les imprimeurs.

## L'Association des Maîtres-Imprimeurs de Montréal

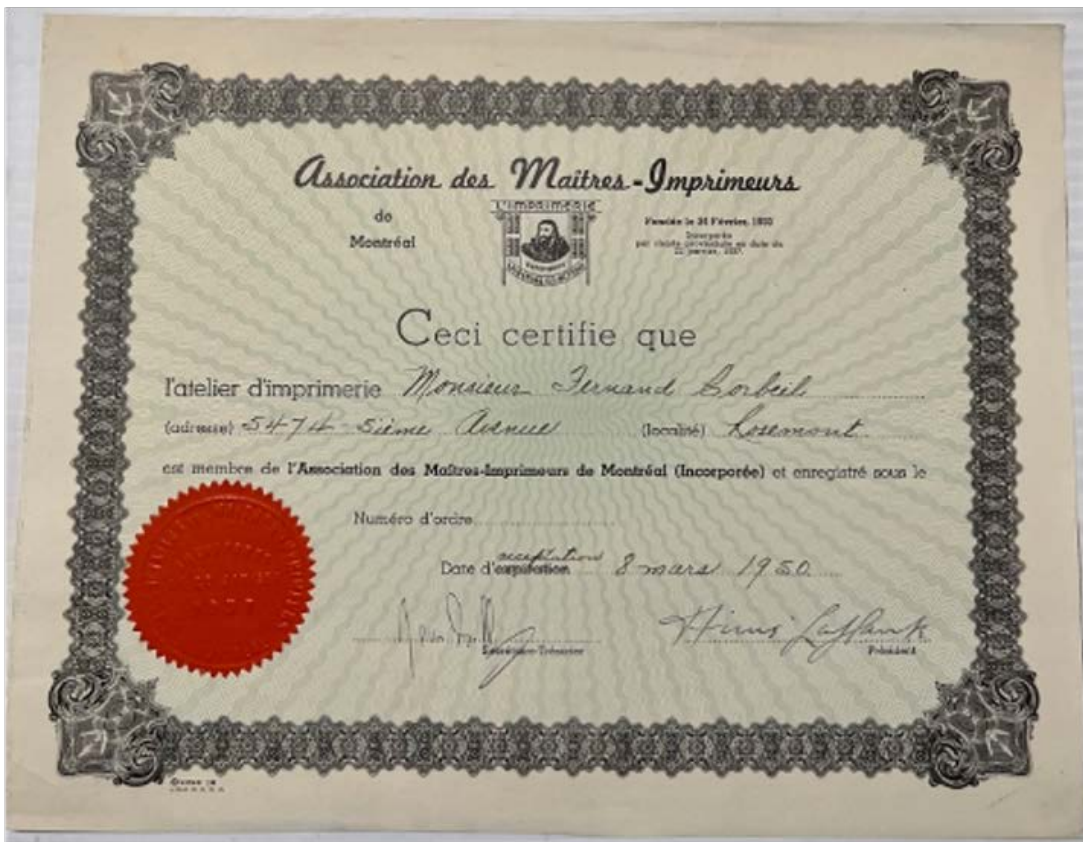
Le fonds contient également le certificat d'atelier d'imprimerie remis à Fernand Corbeil le 8 mars 1950 par l'Association des Maîtres-Imprimeurs de Montréal (AMI). Cette association patronale réunissant les

imprimeurs de langue française est fondée à Montréal en 1934, et regroupe au départ 34 maîtres-imprimeurs. L'AMI a pour objectif de « promouvoir et protéger les intérêts de l'industrie de l'imprimerie », à améliorer le rendement de l'industrie québécoise et à « coopérer avec les membres dans le but de maintenir des prix de vente assurant un profit légitime ».

En 1939, l'AMI et ses consœurs du Québec créent l'Association provinciale des maîtres-imprimeurs pour défendre les intérêts des imprimeurs de la province. Cette association devient inactive au début des années 1950, et l'AMI rejoint le Conseil du patronat en 1964<sup>[2]</sup>.



F011-A-001



F011-A-001

[2] Christina Burr et Éric Leroux, « Les conditions de travail », partie du chapitre 13 : L'imprimerie et le livre matériel. In Carole Gerson & Jacques Michon (dir.), *Histoire du livre et de l'imprimé au Canada, Volume III : De 1918 à 1980*. Presses de l'Université de Montréal, 2007. <https://books.openedition.org/pum/17362>

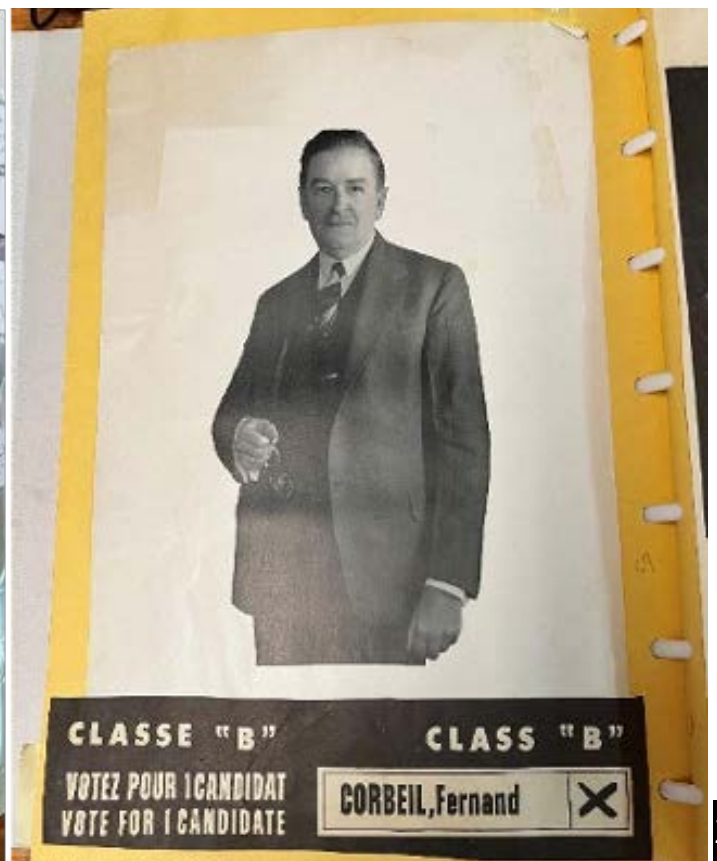


Fernand Corbeil signe un livre en présence de Camillien Houde, maire de Montréal, dans une photo des années 1930 ou 1940. On ne connaît pas les circonstances. Toutefois, le maire Houde a prononcé un discours devant le banquet annuel de l'AMI en avril 1940 (*Le Devoir*, 3 avril 1940, p. 6), ce qui a pu être une occasion d'une première rencontre avec notre imprimeur.

On trouve dans l'un des albums des affiches de type électoral appuyant le candidat Fernand Corbeil. Ce sont peut-être des exemples à montrer aux clients, car Fernand Corbeil n'a jamais tenté de se faire élire. Dans l'une des affiches, au-dessus du nom de Corbeil apparaît la photo officielle de Maurice Duplessis prise en 1947 par Roger Bédard. Quant aux mentions « Classe "B" » et « District no 9 », ce sont des références aux élections municipales montréalaises du milieu du XX<sup>e</sup> siècle.

F011-A-004 : F. Corbeil à l'hôtel de ville de Montréal avec M. Camillien Houde, maire

cielle de Maurice Duplessis prise en 1947 par Roger Bédard. Quant aux mentions « Classe "B" » et « District no 9 », ce sont des références aux élections municipales montréalaises du milieu du XX<sup>e</sup> siècle.



## Son engagement dans sa communauté d'affaires

On retrouve la trace de Fernand Corbeil dans le numéro de la *Gazette officielle de Québec* du 1<sup>er</sup> avril 1961 et dans un texte paru dans *Le Devoir* le 6 avril suivant. Il est mentionné l'incorporation de l'Association du plateau Rosemont. Cette association rassemble les individus exerçant publiquement une activité économique, professionnelle, sociale ou culturelle dans les limites du plateau Rosemont, parmi lesquels figure Fernand Corbeil. L'objectif de l'association est de « promouvoir, protéger et développer de toutes les manières les intérêts de telles personnes ». (L'association n'apparaît plus dans les journaux, cependant, avant l'annulation de ses lettres patentes le 16 septembre 1978 en compagnie de quelques centaines d'autres OBNL inactifs.)

## L'Association du plateau Rosemont formée en société

QUEBEC. (J. M.) — L'Association du plateau Rosemont aura les attributions qu'une société peut avoir grâce à la troisième partie de la loi des compagnies. C'est à la demande de MM. Jean Deslongchamps, publicitaire d'Ahuntsic, et de quatorze Montréalais, MM. Fernand Corbeil, imprimeur, Sabin Belhumeur, fleuriste, Charles Morency, menuisier, Edouard Beaudoin, rembourreur, Lucien Lalonde, Roger Lachapelle, Marcel Levac, Gabriel Malo, Carmelo Guinta, marchands, Roger Desormeaux, couvreur, Louis-H. Tremblay, peintre, Horace Montpetit, financier, Léo Guay, garagiste, et Antonio Vézina, homme d'affaires.

La Presse, 6 avril 1961, p. 18

**Dimanche 30 octobre**  
à 8.15 Hres précise 1949  
à la Salle Paroissiale, rue Masson

Les  présentent **JACQUES NORMAND**

Gilles PELLERIN  
Billy MUNRO  
SWITY  
l'as des comédiens  
Helen Taylor comédienne  
Jack Braydon jongleur  
Gisèle Deschamps chanteuse  
Raymond Desjardins chanteur comique  
Denis Bernier pianiste  
les frères Beaulieu musiciens  
Paulo Nantel maître de cérémonie

\*\*\*\*\*  
Admission 50c  
Réservé 75c  
\*\*\*\*\*  
Après midi pour enfants 20c



Après-midi pour enfants seulement à 2.15 heures même programme - mêmes artistes

Pour réservation: F. Corbeil, 5474, 5e Ave FA. 0202

F. CORBEIL, Imprimeur — 5474 - 5e Ave. Rosemont — FA. 0202

*Reprise des Loisirs*  
Aujourd'hui Matinée et Soirée  
Remis à Dimanche en cas de pluie  
1 30 heures Course de bicycles et tricycles  
2 30 " Concours de tous genres

**Le soir a 8 heures**  
dans la cour de l'Ecole BREBEUF 1949  
coin 5e Ave et Dandurand

Soirée de Variété  
avec MARIE-PAULE VIAU, M. C.



Orchestre de Lary Martineau et ses comédiens  
DANSE populaire et Folklore  
Marcel et Solange Provost Chant et Danse  
Dolores Mia Artiste de genre  
Alma Mia Pianiste  
Jeanne Mallog Acrobate  
Frenchy Mandy Jeannine Mandy Artistes de Couleur  
Jacqueline Payette Accordéoniste  
Claude Pilon Drummer

Artiste invité *Rosine* de la Living Room  
Direction Artistique: Sylvio Loyer

F. CORBEIL, Imprimeur — 5474 - 5e Ave. Rosemont — FA. 0202

Montréal 27 mars 1949 1052

Reçu de Fernand Corbeil des Loisirs de Sainte-Philomène de Rosemont la somme de quatre-vingt dollars ( 80.00 ) pour engagement apres midi et soir de Monsieur Wildor Théoret , Fernand St-Germain, Melles Claire Bergeron, et Denise Emond pour la soirée

Signature: *Wildor Théoret*

### Son engagement dans la vie communautaire, culturelle et sportive

Les archives déposées offrent une représentation des diverses activités récréatives, sportives, culturelles, sociales et communautaires auxquelles Fernand Corbeil participe activement. Les archives contiennent également des carnets de notes, des photographies et des correspondances qui illustrent ces activités. On apprend que Fernand Corbeil préside tout d'abord les Loisirs de Ste-Philomène de Rosemont et organise des concerts-bénéfice au profit de plusieurs équipes sportives comme la ligue de baseball,

**Message de la Direction**

Le club de baseball des Loisirs de Ste-Philomène de Rosemont fait parti cette année du plus puissant circuit de baseball de Montréal, soit la Ligue Senior de Montréal. Le nom des Loisirs de Ste-Philomène de Rosemont s'étend de jour en jour dans différentes branches de sport et par conséquent aide à faire connaître et apprécier mieux notre beau quartier. Nous remercions les annonceurs dans ce programme pour leur aide financière, car c'est grâce à eux si nous pouvons maintenir cette équipe et nous encourageons fortement nos supporteurs à faire leurs achats chez ces marchands et à consulter nos professionnels au besoin. Conservez ce programme, il vous servira de guide dans vos achats et consultations et soyez assuré que vous aurez toujours entière satisfaction.

Nous tenons aussi à remercier tous nos fidèles supporteurs qui par leur présence aux parties encourageant fortement nos joueurs. Nous terminons en souhaitant au club tout le succès qu'il mérite et osons espérer un autre trophée pour la fin de cette saison.

**La direction des Loisirs de Ste-Philomène de Rosemont**

5552, 7e Ave. Rosemont HO. 2859

**JEAN-JULES RUFANGE**  
I.R.C. C.A.  
Comptable agréé  
Ruffange & Leblond  
418 rue St-Sulpice, Montréal PL. 2703

Bureau: 57, rue St-Jacques O. 1700  
Lun., Mar., et Ven. 2808 rue Maxson  
Pl. 2800 8484 T. 1734

**DIDIER LEROUX**  
AVOCAT  
Rocroder du Montréal-Nord et Ville St-Michel

**Cédule — Loisirs Ste-Philomène de Rosemont — 1953**

| Beaubien & 6e Ave |                 |      | A l'étranger  |                 |      |
|-------------------|-----------------|------|---------------|-----------------|------|
|                   |                 | P.M. |               |                 | P.M. |
| Dim. 24 mai       | Longueuil       | 6.30 | Dim. 10 mai   | Breding         | 2.30 |
| Dim. 31 mai       | St-Paul         | 3.00 | Mer. 13 mai   | St-Eusèbe       | 9.00 |
| Mer. 10 juin      | Immaculée       | 6.30 | Dim. 17 mai   | Longueuil       | 2.30 |
| Dim. 14 juin      | V. Lasalle      | 6.30 | Sam. 23 mai   | St-Vincent Paul | 3.00 |
| Sam. 27 juin      | St-Paul         | 3.00 | Mer. 27 mai   | St-Vincent Paul | 9.00 |
| Dim. 28 juin      | Montréal-Est    | 3.00 | Mer. 3 juin   | V. Lasalle      | 6.30 |
| Dim. 12 juil.     | Breding         | 6.30 | Dim. 7 juin   | St-Paul         | 3.00 |
| Mer. 15 juil.     | St-Eusèbe       | 6.30 | Mer. 17 juin  | St-Eusèbe       | 6.30 |
| Sam. 25 juil.     | St-Eusèbe       | 3.00 | Sam. 20 juin  | Immaculée       | 3.00 |
| Dim. 26 juil.     | V. Lasalle      | 3.00 | Dim. 21 juin  | V. Lasalle      | 2.30 |
| Mer. 29 juil.     | St-Vincent Paul | 6.30 | Mer. 24 juin  | Montréal-Est    | 8.00 |
| Sam. 8 août       | St-Vincent Paul | 3.00 | Dim. 5 juil.  | Montréal-Est    | 8.00 |
| Dim. 9 août       | Montréal-Est    | 6.30 | Dim. 19 juil. | Longueuil       | 2.30 |
| Mer. 12 août      | Immaculée       | 6.30 | Dim. 2 août   | St-Paul         | 9.00 |
| Mer. 19 août      | Breding         | 6.30 | Mer. 5 août   | Immaculée       | 9.00 |
| Dim. 23 août      | Longueuil       | 3.00 | Dim. 16 août  | Breding         | 2.30 |

**CE SOIR**  
a 7.15  
coin Iberville et Dandurand

**BALLE-MOLLE**

*Les Loisirs Ste-Philomène*

VS

**ROSEMONT B C**

Partie de Ligue

*Encouragez et supportez votre équipe, car ces jeunes le méritent et vous attendent.*

**Systeme de haut-parleur**

F. CORBEIL, Imprimeur — 5474 - 5e Ave. Rosemont — FA. 0202



ou encore le hockey avec l'Idéal de Rosemont comme en témoigne cette affiche-annonce de 1930. D'ailleurs, l'Idéal de Rosemont dispute cette année-là un championnat amateur avec le Montagnard, dont le match final du 28 février avait lieu exceptionnellement à l'Arena Mont-Royal, comme on apprend dans l'édition du *Devoir* du 25 février 1930. Ces deux équipes fortes faisaient partie de la ligue mineure du parc La Fontaine. (Le résultat? Match nul 1-1.)

En ce qui concerne le Club Optimiste Rosemont, fondé en 1967, Fernand Corbeil en assume la présidence dans les années 1970. Le premier Club Optimiste voit le jour en 1911 à Buffalo, dans l'État de New York. Ces clubs accueillent leurs premières femmes en 1987. Les clubs Optimiste visent à promouvoir l'optimisme comme philosophie de vie, encourager la participation active à la vie publique, inspirer le respect de la loi, soutenir la jeunesse et favoriser son épanouissement.

De manière similaire, Fernand Corbeil est impliqué auprès d'autres associations de quartier, notamment l'Amicale des maristes. Cette amicale découle de la congrégation des Frères maristes, qui ont joué un rôle actif dans les écoles Saint-Jean-de-Brébeuf et Sainte-Philomène, entre autres, depuis leur arrivée à Rosemont en 1911 à la demande du curé Joseph Brien. Les archives du fonds documentent également les activités des Jolly Boys, un club de tennis et un club de golf, à travers un carnet datant de 1938-1939 qui rapporte des bals tenus au palais d'Or sur la rue Stanley.

En 1941, Fernand Corbeil épouse Laurette Ballabey; ils ont un fils, Laurent. Ils quittent Rosemont définitivement en 1983 pour Sainte-Julienne (Lanaudière), où Laurette décède en 1993. Sa nécrologie (*La Presse*, 3 juillet 1993) révèle qu'elle avait été nommée « reine du bénévolat » par le *Journal de St-Esprit de Rosemont* en 1971. Fernand passe la fin de ses jours à un CHSLD à Mascouche, où il meurt en 2002 (*La Presse*, 2 août 2002).



F011-B-005 Album Club Optimiste



F011-B-005 Album Club Optimiste

# La Société



## Vous aimez l'histoire ?

Vous aimeriez en savoir davantage sur l'évolution d'un des plus attrayants arrondissements de Montréal ?

Berceau des usines Angus, carrières de pierre grise devenues parcs, vitrine du patrimoine ecclésial et éducatif du XX<sup>e</sup> siècle, symphonie de briques et d'escaliers, rues commerciales authentiques, et plus encore : l'arrondissement a bien des choses à raconter.

## Joignez-vous à notre groupe de passionnés d'histoire locale.

Fondée en 1992, la Société d'histoire Rosemont-Petite-Patrie est un organisme à but non lucratif voué à la promotion de l'histoire de l'arrondissement.

La Société organise des conférences, des promenades, des expositions, effectue des recherches et diffuse des publications. Elle s'implique dans la préservation du patrimoine et est membre de la Fédération Histoire Québec.

Son financement est assuré par les cotisations des membres, les dons et les contributions financières de partenaires, ainsi qu'à l'aide de la vente de publications telles que le livre *Rosemont-La Petite-Patrie, Il y a longtemps que je t'aime*.

Le coût de l'adhésion individuelle annuelle est de 35 \$ avec accès gratuit aux conférences et aux promenades. Il est aussi possible de payer une adhésion individuelle de soutien à 20 \$, l'inscription aux activités est alors réduite à 5 \$ au lieu de 10 \$ pour les non-membres.

**LE BULLETIN** VOLUME 21, NUMÉRO 2  
DÉCEMBRE 2023

Coordination : Christiane Gouin  
Révision, mise en page : Justin Bur  
Conception graphique : Marcel Cadieux

Édité par :

**La Société d'histoire Rosemont-Petite-Patrie**

5442, 6e Avenue, Montréal (Québec) H1Y 2P8

Téléphone : (514) 728-2965

Courriel : [info@historerpp.org](mailto:info@historerpp.org)

Site internet : [www.historerpp.org](http://www.historerpp.org)

[facebook.com/SocieteHistoireRPP](https://facebook.com/SocieteHistoireRPP)

### Conseil d'administration

Présidente : Christiane Gouin

Vice-président : Justin Bur

Secrétaire : Carla Bodo

Trésorier : Louis Delagrave

Administratrice : Stéphanie Desautels

Dépôt légal :

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

